



# Gazette Officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ.

## QUEBEC OFFICIAL GAZETTE

PUBLISHED BY AUTHORITY.

PROVINCE DE QUEBEC

QUEBEC, SAMEDI, 26 DECEMBRE 1903.

AVIS DU GOUVERNEMENT.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la *Gazette Officielle* du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent. 2835

Nomination

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

*Nomination d'un commissaire d'écoles.*

Il a plu à Son Honneur l'Administrateur par ordre en conseil, en date du 19 décembre courant, 1903, de nommer M. Zéphirin Leblanc, commissaire d'écoles de la municipalité scolaire de Saint-Eugène de Grantham, village, comté de Drummond, en remplacement de M. J. B. Forcier, fils, qui a quitté la municipalité. 3919

Proclamation

Canada,  
Province de  
Québec.  
[L. S.]

L. N. CASAULT.

EDOUARD VII, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande Bretagne et d'Irlande, et des possessions britanniques au-delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, 26th DECEMBER, 1903.

GOVERNMENT NOTICES

Notices, documents or advertisements received after noon on Thursday of each week, will not be published in the *Official Gazette* of the Saturday following, but in the next number. 2836

Appointment

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION

*Appointment of a school commissioner.*

His Honor the Administrator has been pleased, by order in council, dated the 19th of December instant, 1903, to appoint Mr. Zéphirin Leblanc, school commissioner for the school municipality of Saint Eugene de Grantham, village, county of Drummond, to replace Mr. J. B. Forcier, junior, who has left the municipality. 3920

Proclamation

Canada,  
Province de  
Québec.  
[L. S.]

L. N. CASAULT.

EDWARD THE SEVENTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith, Emperor of India.

**A Nos Très-Aimés et Fidèles Conseillers Législatifs de la Province de Québec, et à Nos Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une Assemblée de la Législature de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu en Notre Cité de Québec, le DIX-NEUVIEME jour de DECEMBRE dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent trois, et à chacun de vous—SALUT.**

### PROCLAMATION.

**A**TTENDU que l'assemblée de la Législature de la province de Québec, se trouve convoquée pour le DIX-NEUVIEME jour du mois de DECEMBRE mil neuf cent trois, auquel temps vous étiez tenus et il vous était enjoint d'être présents en notre cité de Québec :

SACHEZ MAINTENANT QUE, pour diverses causes et considérations, et pour la plus grande aise et la plus grande commodité de Nos bien-aimés sujets, Nous avons cru convenable, par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de la Province de Québec, de vous exempter, et chacun de vous, d'être présents au temps susdit, vous convoquant et par ces présentes vous enjoignant, et à chacun de vous, de vous trouver avec nous, en notre Législature de Notre dite Province, en Notre Cité de Québec, le VINGT-HUITIEME jour du mois de JANVIER prochain, et y agir comme de droit. **CE A QUOI VOUS NE DEVEZ MANQUER.**

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait émettre Nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de Québec : TÉMOIN, Notre Très Fidèle et Bien-Aimé l'honorable SIR LOUIS NAPOLEON CASALUT, Chevalier, Administrateur du gouvernement de Notre Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province, ce SEPTIEME jour de DECEMBRE, dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent trois, et dans la troisième année de Notre Règne.

Par ordre,

L. G. DESJARDINS,  
Greffier de la Couronne en Chancellerie.  
Québec.

2837

### Avis du Gouvernement

No 2602.03.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

*Rectification de limites, etc.*

Il a plu à Son Honneur l'Administrateur, par un ordre en conseil, en date du 19 décembre courant, 1903, d'annexer à la municipalité scolaire de Saint-Henri-de-Pérignon, dans le comté du Lac Saint-Jean, les lots Nos 31 à 35 inclusivement, du IIe rang du canton Taillon, les lots Nos 1 à 21 inclusivement, et 31 à 35 inclusivement, du IIIe rang, ainsi que les lots Nos 1 à 35 inclusivement, des rangs IV et V du dit canton ; ces différents lots ne formant actuellement partie d'aucune municipalité scolaire. Demande est faite aussi de changer le nom de Saint-Henri-de-Pérignon en celui de "Saint-Henri-de-Taillon." Après l'annexion des lots ci-dessus et le changement de nom demandé, la municipalité scolaire de "Saint-Henri-de-Taillon" comprendra le territoire suivant :

Les lots du canton Taillon qui suivent, savoir : du lot No 1 au lot No 21 inclusivement, du rang I ; du lot No 1 au lot No 35 inclusivement, des rangs II, III, IV et V

Ces changements de limites et de nom ne devant prendre effet que le 1er juillet prochain, 1904.

3921

To Our Beloved and Faithful the Legislative Councillors of the Province of Quebec, and the Members elected to serve in the Legislative Assembly of Our said Province, and summoned and called to a Meeting of the Legislature of Our said Province, at Our City of Quebec, on the NINETEENTH day of the month of DECEMBER, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and three, you and each of you.—GREETING.

### ROCLAMATION.

**W**HEREAS the Meeting of the Legislature of the Province of Quebec, stands prorogued to the NINETEENTH day of the month of DECEMBER, one thousand nine hundred and three, at which time, at Our City of Quebec, you were held and constrained to appear :

Now KNOW YE, that for divers causes and considerations and taking into consideration the great ease and convenience of Our loving subjects, We have thought fit, by and with the advice of Our Executive Council of the Province of Quebec, to relieve you and each of you, of your attendance at the time aforesaid, hereby convoking and by these presents enjoining you and each of you, that on the TWENTY-EIGHTH day of the month of JANUARY next, you meet Us, in Our Legislature of the said Province, at Our city of Quebec, and therein to do as may seem necessary. **HEREIN FAIL NOT.**

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Our said Province of Quebec, to be hereunto affixed : WITNESS, Our Right Trusty and Well-Beloved, the Honorable SIR LOUIS NAPOLEON CASALUT, Knight, Administrator of the Government of Our Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province, this SEVENTH day of DECEMBER, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and three, and in the third year of Our Reign.

By command,

L. G. DESJARDINS,  
Clerk of the Crown in Chancery.  
Québec.

2838

### Government Notices

No 2602.03.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

*Rectification of boundaries, &c.*

His Honor the Administrator has been pleased, by order in council, dated the 19th of December instant, 1903, to annex to the school municipality of Saint Henri de Peribonka, in the county of Lake Saint John, lots Nos. 31 to 35 inclusively, of the IIrd range of the township Taillon, lots Nos. 1 to 21 inclusively, and 31 to 35 inclusively, of the IIIrd range, as also lots Nos. 1 to 35 inclusively, of the ranges IV and V of the said township ; these several lots not forming actually part of any school municipality. Application is also made to change the name from Saint Henri de Peribonka to that of "Saint Henri de Taillon." After the annexation of the above lots and the change of name asked for, the school municipality of Saint Henri de Taillon will comprise the following territory :

The lots of the township Taillon which follow, namely : from lot No. 1 to lot No. 21 inclusively of range I ; from lot No. 1 to lot No. 35 inclusively, of the ranges II, III, IV and V.

These changes of boundaries and of names will take effect only on the 1st of July next.

3922

No 1031.01.

## DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

*Delimitation de municipalités scolaires.*

Il a plu à Son Honneur l'Administrateur, par un ordre en conseil, en date du 19 décembre courant, 1903, de détacher de la municipalité scolaire de Frelighsburg, comté de Missisquoi, les lots suivants du cadastre de la seigneurie de Saint-Armand-Est, savoir : Nos 447, 451, 452, 453, 454, 455 et 456, et de les annexer à la municipalité scolaire protestante de Philipsburg. (Saint-Armand Ouest), dans le même comté. L'arrêté en conseil No 537, du 16 août 1901, ets rescindé.

Cette annexion ne devant prendre effet que le 1er juillet prochain, 1904. 3923

No. 1439.02.

## DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

*Demande d'érection d'une nouvelle municipalité scolaire.*

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Joseph, comté de Soulanges, les lots ayant au cadastre officiel de la paroisse de Saint-Joseph de Soulanges le No 148 et les numéros suivants jusqu'à 254 inclusivement, et de les ériger en municipalité scolaire distincte sous le nom de "Saint-Emile."

Cette érection, si elle est autorisée, ne devant prendre effet que le 1er juillet prochain, 1904. 3925

## PROVINCE DE QUÉBEC.

*Département des Terres, Mines et Pêcheries.*

## AVIS PUBLIC

Est par le présent donné que les ventes, concession, location, permis d'occupation des lots de terre dont suit une liste seront révoqués en tout temps après le trentième jour qui suivra l'affichage de l'avis qui sera fait conformément à l'article 1287 des Statuts Refondus de Québec, savoir :

*Canton Albabel.*

Lot 16 du 6e rang, à Cléoph. Bussières.  
Lot 9 du 7e rang, à Evariste Provencher.  
*Canton Ashuapmouchouan.*  
2e rang.

Lot 24, à la Corporation Archiépiscope C. R. de Québec.

Lot 25, à A. A. Hudon.  
*Canton Delis'e.*  
Lot 13 du 6e rang, à Théod. Fortin.  
*Canton Mésy.*

Lot 16 du 3e rang Est, à Isidore Ouellet.

E. E. TACHÉ,  
Sous-ministre.

Département des Terres,  
Mines et Pêcheries.

Québec, 26 décembre 1903. 3945

No 2885.03.

## DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

*Délimitation de municipalités scolaires.*

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Pierre-de-Broughton, comté de Beauce, les lots Nos 9, 10, 11 et 12 du premier rang du canton de Thetford Nord, et de les annexer, à la municipalité scolaire de Saint-Antoine-de-Pontbriand, comté de Mégantic.

Cette annexion, si elle est autorisée, ne devant prendre effet que le 1er juillet prochain, 1904.

Les avis publiés dans la *Gazette Officielle* des 7 et 14 novembre dernier, 1903, sont nuls.

3853.2

No. 1031.01.

## DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

*Boundaries of school municipalities.*

His Honor the Administrator has been pleased, by order in council, dated the nineteenth of December instant, 1903, to detach from the municipality of Frelighsburg, in the county of Missisquoi, the properties bearing on the official cadastre of the seignory of Saint Armand East, to wit : Nos. 447, 451, 452, 453, 454, 455 and 456, and to annex them to the protestant school municipality of Philipsburg (Saint Armand West), in the same county. Order in council N 537, dated August 16th, 1901, to be rescinded.

This annexation will take effect only on the 1st of July next, 1904. 3924

No. 1439.02.

## DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

*Application to erect of a new school municipality.*

Application is made to detach from the school municipality of Saint Joseph, in the county of Soulanges, the lots bearing on the official cadastre of the parish of St-Joseph de Soulanges, the No. 148, and the following numbers to No. 254 inclusively, and to erect them into a distinct school municipality by the name of "Saint Emile."

This erection, if it is authorized, will take effect only on the 1st of July next, 1904. 3926

## PROVINCE OF QUEBEC.

*Department of Lands, Mines and Fisheries.*

## PUBLIC NOTICE

Is hereby given that the sale, grant, location, permit of occupation of the undermentioned lots of land will be cancelled at any time after the thirtieth day following the posting of the notice, in conformity with article 1287 of the Revised Statutes of Quebec, viz :

*Township Albabel.*

Lot 16 of 6th range, to Cléoph. Bussières.  
Lot 9 of 7th range, to Evariste Provencher.  
*Township Ashuapmouchouan.*  
2nd range.

Lot 24, to the R. C. Archiepiscopal Corporation of Quebec.

Lot 25, to A. A. Hudon.  
*Township Delisle.*  
Lot 13 of 6th range, to Théod. Fortin.  
*Township Mésy.*

Lot 16 of 3rd range E, to Isidore Ouellet.

E. E. TACHÉ,  
Dep't Minister.

Department of Lands,  
Mines and Fisheries,

Quebec, 26th December, 1903. 3946

No. 2885.03.

## DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

*Boundaries of school municipalities.*

Application is made to detach from the school municipality of Saint Pierre de Broughton, county of Beauce, the lots Nos. 9, 10, 11 and 12 of the first range of the township of Thetford North, and to annex them, to the school municipality of Saint Antoine de Pontbriand, in the county of Mégantic.

This annexation, if authorized, only to take effect on the first of July next, 1904.

The notices published in the *Official Gazette* of the 7th and 14th November last, 1903, are null.

3854

## DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE

Québec, 14 décembre 1903.

Avis public est par le présent donné que l'examen des candidats à la charge d'inspecteurs d'écoles protestantes aura lieu au Département de l'Instruction publique, Québec, jeudi, le 31<sup>e</sup> jour de décembre courant, à 9 heures A. M.

Les candidats sont requis d'envoyer leurs requêtes et certificats, accompagnés d'une somme de six piastres, au secrétaire du comité protestant du Conseil de l'Instruction publique, Québec.

BOUCHER DE LABRUÈRE,

3851.2

Surintendant.

EXTRAITS DES REGLES ET REGLEMENTS  
DU CONSEIL LEGISLATIF.*Relatifs aux avis de Bills Privés.*

53. Toute demande de bills privés, qui sont proprement du ressort de la Législature de la province de Québec, suivant les dispositions de l'acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, clause 53, pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique ; soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, digue ou glissoire, ou autres travaux semblables, soit pour l'octroi d'un droit de traverse, la construction d'usines ou travaux pour fournir du gaz ou de l'eau, l'incorporation de professions, métiers ou de compagnies à fonds social ; incorporation d'une cité, ville, village ou autre municipalité, l'imposition d'aucune taxe locale, a division d'aucun comté, pour toutes autres fins que celle de la représentation en parlement ou d'aucun canton, le changement de site d'aucun chef-lieu, ou d'aucun bureau local, les règlements concernant toute commune, le ré-arpentage de tout canton, ligne ou concession ; ou pour octroyer à qui que ce soit des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers ou pour la permission de faire quoi que ce soit qui pourrait compromettre les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société ; ou pour faire aucun amendement d'une nature semblable à un acte antérieur, — exige la publication d'un avis, spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande, savoir :

Un avis inséré dans la *Gazette Officielle*, en français et en anglais, et dans un journal publié en anglais et dans un autre publié en français, dans le district auquel s'applique la mesure demandée, ou dans l'une ou l'autre langue, s'il n'y a qu'un seul journal ou s'il n'y existe pas de journal, la publication (dans les deux langues) se fera dans la *Gazette Officielle* et dans le journal d'un district voisin.

Ces avis seront continués, dans chaque cas, pendant une période d'au moins un mois durant l'intervalle de temps écoulé entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition.

54.—Avant d'adresser à la chambre aucune pétition demandant la permission de présenter un bill privé pour la construction d'un pont de péage, les personnes se proposant de faire cette pétition, devront, en donnant l'avis prescrit par la règle précédente, et de la même manière donner aussi avis des péages qu'elles se proposent d'exiger, de l'étendue du privilège, de la hauteur des arches, de l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des radeaux et navires, et mentionner aussi si elles ont l'intention de construire un pont-tournant ou non, et les dimensions de ce pont-tournant.

60.—Les dépenses et frais occasionnés par des bills privés conférant quelque privilège exclusif ou pour tout autre objet de profit ou pour l'avantage d'un particulier, d'une corporation, ou d'individus, ou pour amender ou étendre des actes antérieurs, de manière à conférer des pouvoirs additionnels, ne doivent pas retomber sur le public ; conséquemment les parties qui désirent obtenir ces bills sont obligées de payer au bureau des bills privés la somme de deux cents piastres immédiatement après leur première

## DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Quebec, 14th December, 1903.

Public notice is hereby given that an examination of candidates for the office of Inspector of Protestant Schools will be held at the Department of Public Instruction, Quebec, at 9 A. M., on Thursday, the 31st of December instant.

Candidates are requested to send their applications and certificates accompanied with a deposit of six dollars to the secretary of the Protestant Committee of the Council of Public Instruction, Quebec.

BOUCHER DE LABRUÈRE,

3852

Superintendent.

EXTRACTS OF RULES AND REGULATION  
OF THE LEGISLATIVE COUNCIL*Relating to notices for Private Bills.*

53.—All applications for private bills, proper y within the range of the powers of the Legislature of the Province of Quebec, according to the provisions of the act of British North America, 1867, clause 52, whether for the construction of a bridge, a railway, a turnpike road or telegraph line, the construction or improvement of a harbour, canal, lock, dam or slide, or other like works the granting of a right of ferry ; the construction of works for supplying gas or water the incorporation of any particular profession or trade, or of any joint stock companies, the incorporation of a city, town, village, or other municipality ; the levying of any local assessment ; the division of any county, for purposes other than that of representation in parliament, or of any township, the removal of the site of any county, town, or of local offices ; the regulation of any common ; the resurvey of any township, line or concession, or otherwise for granting to the individual or individuals any exclusive or peculiar rights or privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or relate to any particular class of the community or for making any amendment of a like nature to any former act, — shall require a notice, clearly and distinctly specifying the nature and object of the application, to be published as follows, viz :—

A notice inserted in the *Official Gazette*, in the english and french languages, and in one newspaper in the english, and one newspaper in the french language in the district affected, or in both languages, if there be but one paper ; or if there be no paper published therein, then (in both languages) in the *Official Gazette*, and in a paper published in an adjoining district.

Such notice shall be continued in each case for a period of at least one month, during the interval of time between the close of the next preceding session and the consideration of the petition.

54.—Before any petition praying for leave to bring in a private bill for the erection of a toll bridge, is presented to the house, the person or persons intending to petition for such bill shall upon giving the notice prescribed by the preceding rule, also at the same time, and in the same manner, give notice of the rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts and vessels, and mentioning also whether they intend to erect drawbridge or not, and the dimensions for the same.

60.—The expenses and costs attending on private bills giving an exclusive privilege, or for any other object of profit, or private, corporate, or individual advantage, or for amending, extending, or enlarging any former acts, in such manner as to confer additional powers, ought not to fall on the public accordingly, the parties seeking to obtain any such bill shall be required to pay into the private bill office the sum of two hundred dollars, immediately after the first reading thereof ; and all such bills

lecture. Tous ces bills doivent être rédigés dans les langues anglaises et françaises, par ceux qui les demandent, et imprimés par l'entrepreneur de l'impression des bills de la chambre, et 250 exemplaires en français et 100 en anglais de ces bills doivent être déposés au bureau des bills privés; et s'il y a des amendements, lors de la seconde lecture, qui nécessitent une réimpression du bill, ceux qui en demandent la passation devront déposer au Bureau des bills privés 250 exemplaires en français et 100 en anglais du bill tel qu'amendé; Et de plus aucun de ces bills ne doit être soumis au comité des Bills Privés avant la production d'un certificat d'un des officiers en loi constatant que le projet de loi a été lu, examiné et jugé conforme aux lois générales et aux règlements de cette Chambre, ni être lu pour la troisième fois avant que le greffier n'ait reçu un certificat de l'imprimeur du Roi, déclarant qu'il lui a été fait remise du coût de l'impression de 250 exemplaires de la version anglaise de l'acte, et de 500 de la version française, pour le gouvernement.

Le promoteur doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de \$200 et en sus le coût de l'impression du bill dans le volume des statuts, de déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier au moins huit jours avant l'ouverture de la session et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone, d'éclairage, d'octroyer une charte à une cité ou à une compagnie à fonds social, ou d'amender telle charte, et de trois cents piastres dans les autres cas.

2.—L'honoraire payable lors de sa seconde lecture d'un bill privé, n'est payé qu'à celle des chambres où il a été présenté, mais les frais d'impression doivent être payés dans chaque chambre.

LOUIS FRECHETTE,

2833

G. C. L.

ASSEMBLEE LEGISLATIVE.

*Bills privés*

51. Toute demande de bill privé dont la matière tombe dans les attributions de la Législature de Québec, conformément à l'esprit de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, soit pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un tramway, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique ou téléphonique, soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, digue, glissoire, ou autres travaux semblables; soit pour la concession d'un droit de passage d'une rive à l'autre, soit pour l'incorporation d'une compagnie à fonds social d'un commerce ou d'un métier particulier, soit pour l'incorporation d'une cité, ville, village, ou autre municipalité, soit pour le prélèvement d'une cotisation locale, soit pour la division d'une municipalité ou d'un comté, pour des fins autres que celle de la représentation dans la Législature, soit pour le changement de chef-lieu, ou le déplacement des bureaux publics d'un comté, soit pour le réarpentage d'un canton, ou d'une délimitation ou concession de canton, soit pour concéder à un ou plusieurs individus des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers, pour les autoriser à faire quoi que ce soit pouvant affecter les droits ou la propriété d'autres personnes, ou pouvant concerner une classe particulière de la société, ou pour faire un amendement de même nature à une loi déjà en vigueur, doit être précédée d'un avis établissant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande.

2. Cet avis doit, sauf dans le cas de corporations existantes, être signé de la part de ceux qui font la demande et doit être publié dans la *Gazette Officielle de Québec*, en français et en anglais, ainsi que dans

shall be prepared in the english and french languages, by the parties applying for the same, and printed by the contractor for printing the bills of the house, and two hundred and fifty copies thereof in french, and one hundred in english, shall be filed at the private bill office, and if any amendments be made at the second reading which shall require the reprinting of the bill, the parties seeking to obtain the passing of the bill shall file in the private bill office two hundred and fifty additional copies in french, and one hundred copies in the english language, of the bill as amended, and moreover, no such bill shall be submitted to the committee on standing orders and private bill before the production of a certificate from one of the law officers that such bill has been examined and been found to be in conformity with the general laws and the rules of this House, nor shall it be read a third time until a certificate from the King's printer shall have been filed with the clerk that the cost of printing two hundred and fifty of the act in english and five hundred copies in french, for the government, has been paid him

The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of \$200, and further more the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

If a copy of the Bill have not disposed in the hands of the clerk at least eight days before the opening of the session and if the petition have not been presented within the first eight days of session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars if it relates to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, to incorporate a city or joint stock company, or to amend such act of incorporation, and of three hundred dollars in all other cases.

2.—The fee payable on the second reading of any private bill is paid only in the house in which such bill originates, but the cost of printing the same is paid in each house.

LOUIS FRECHETTE,

2834

C. L. C.

LEGISLATIVE ASSEMBLY.

*Private Bills*

51. All applications for Private Bills, properly the subject of legislation by the Legislature of Quebec, within the purview of "The British North America Act, 1867," whether for the erection of a Bridge; the making of a Railway, Tramway, Turnpike Road, Telegraph or Telephone Line; the construction of improvement of a Harbour, Canal, Lock, Dam, ... or other like work; the granting of a right of Ferry; the incorporation of any particular Trade or Calling, or of any Joint Stock Company; the incorporation of a City, Town, Village or other Municipality; the levying of any local Assessment; the division of any Municipality or of any County for purposes other than that of representation in the Legislature; the removal of the site of a County Town or of any local Offices; the re-survey of any Township, or of any Township Line or Concession; or for granting to any individual or individuals any exclusive or peculiar Rights or Privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or which relate to any particular Class of the community; or for making any Amendment of a like nature to any existing Act,—shall require a Notice clearly and distinctly specifying the nature and object of the application

2. Such Notice, except in the case of existing Corporation, shall be signed on behalf of the Applicants, and shall be published in the *Quebec Official Gazette*, in the english and french languages, and

un journal français et dans un journal anglais du district que le bill concerne ; et s'il n'y a ni journal français ni journal anglais dans ce district, alors l'avis doit être publié dans un journal français ou dans un journal anglais d'un district voisin.

3. Dans chacun de ces cas, cet avis doit être republié sans interruption, pendant au moins un mois, dans l'intervalle, entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition ; et des exemplaires des journaux contenant la première et la dernière insertion de l'avis doivent être envoyés au greffier par ceux qui l'ont publié, afin d'être déposés au bureau du comité des Ordres permanents.

52. Lorsqu'il s'agit d'un bill autorisant la construction d'un pont de péage, la partie ou les parties qui se proposent d'en faire la demande doivent, dans l'avis prescrit par la règle précédente, indiquer les taux de péage qu'elles ont l'intention d'exiger, l'étendue du privilège qu'elles réclament, la hauteur des arches du pont, l'espace entre les piles et les culées pour le passage des navires ou des trains de bois ; et, de plus, si leur intention est de construire un pont-lévis, elles doivent le spécifier et faire connaître en même temps les dimensions du pont-lévis.

57. Quand il est présenté un bill pour confirmer des lettres patentes ou une convention, copie certifiée de cette convention ou de ces lettres patentes doit y être annexée.

"2. Les bills pour constitution de cités ou de villes, ou de compagnies à fonds social, ou de compagnies de chemins de fer, ne doivent contenir, en sus des clauses spéciales et de rigueur, que les dispositions dérogeant aux Statuts refondus concernant les corporations de villes, [ou à la loi des cités et villes, 1903], ou à la loi des clauses générales des compagnies à fonds social, ou aux dispositions des Statuts refondus concernant les chemins de fer, suivant la circonstance ; mais ils doivent mentionner, dans chaque cas particulier, la clause du statut général à laquelle on veut déroger, et la remplacer par une clause nouvelle. La pétition devra alléguer les raisons particulières pour motiver l'introduction de ces changements."

3. Tous les bills autorisant la construction de chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone, devront mentionner les terminus, ainsi que l'indication de la route à suivre ; et les bills relatifs à la constitution en corporation des compagnies de pouvoir électrique ou hydraulique devront spécifier clairement les privilèges spéciaux à elles conférés, ainsi que les noms des localités où elles veulent opérer.

Les plans des routes de ces chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone, et la situation des ateliers des compagnies de pouvoir électrique et hydraulique devront être produits devant le comité auxquels ces bills seront soumis et ce comité ne pourra procéder avant leur production.

4. Les bills pour amender des statuts en vigueur doivent contenir les clauses nouvelles que l'on veut substituer aux anciennes, et les amendements doivent être énoncés entre crochets.

5. Tout bill à l'effet d'autoriser l'admission à l'exercice de la profession d'avocat, le notaire, de médecin, d'arpenteur, de chimiste ou de dentiste doit contenir, au préalable, une déclaration portant que ce bill a été approuvé par le bureau ou conseil de la profession dans laquelle le requérant désire entrer. Et le comité des bills privés ne devra procéder à l'examen de tel bill qu'après production d'une copie authentique de l'approbation de l'autorité compétente.

Une copie certifiée de la résolution du bureau, ou conseil d'administration, approuvant tel bill, devra être adressée au greffier, en même temps que la copie du bill pour être soumise au comité des bills privés.

"5a. Les exemplaires des bills privés, déposés entre les mains du greffier, seront transmis sans délai au bureau des officiers spéciaux en loi pour

in one newspaper in the english, and in one newspaper in the french language, in the district affected ; and in default of either of such newspaper in such district, then in a similar newspaper published in an adjoining district.

3. Such notice shall be continued, in each case for a period of at least one month during the interval of time between the close of the next preceding Session and the consideration of the petition ; and copies of the newspaper containing the first and last insertion of such notice, shall be sent by the parties who inserted such Notice to the Clerk of the House, to be filed in the office of the Committee on Standing Orders.

52. In the case of an intended application for Private Bill for the erection of a Toll-bridge, the person or persons intending to petition for such Bill, shall, in the notice prescribed by the preceding Rule, specify the Rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts and vessels, and also whether it is intended to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same.]

57. When any Bill for confirming any Letters Patent or agreement is introduced, a certified copy of such Letters Patent or Agreement must be attached to it.

"2. Bills for the incorporating of Cities or Towns, or of Joint Stock Companies, or of Railway Companies, shall contain, in addition to the special and absolutely necessary clauses, only such provisions as may derogate from the provisions of the Revised Statutes respecting Town Corporations, [or from the "Cities and Towns' Act, 1903,"] or from the "Joint Stock Companies' General Clauses Act," or from the provisions of the Revised Statutes respecting Railways, as the case may be, but shall specify in each special instance the Clause of the General Act which is sought to be departed from, and shall replace the same by a new Clause. Special grounds shall be set forth in the Petition for the introduction of such provisions.

3. All Bills authorizing the building of any railway turnpike road, telegraph or telephone lines, shall mention the terminal points, with a general indication of the route to be taken, and those incorporating Electric and Water Power Companies, shall clearly specify the particular privilege conferred, with the names of the places in which they are to be exercised.

Plans showing the routes of such Railways, turnpike roads, Telegraph or Telephone lines, and the positions of the works of any Companies shall be produced before the Committee to which such Bills are referred, and until so produced, the said Committee shall not proceed thereon.

4. Bills for amending existing Acts shall be framed so as to replace Clauses sought to be amended by new Clauses, indicating the Amendments between brackets.

5. Every Bill to authorize admission to the practice of the profession of advocate, notary, physician, surveyor, chemist or dentist shall contain a statement in the preamble that such Bill has been approved by the Board or Council of the profession which the petitioner desire to enter. And the Private Bills Committee shall not proceed with any such Bill until an authentic copy of the formal resolution of the Board or Council, approving of such application be produced before the Committee.

A certified copy of the resolution of the board or council of management approving such bill, shall be sent to the clerk at the same time the copy of the bill, in order that it may be submitted to the Private Bills Committee."

"5a. All copies of Private Bills deposited in the hands of the Clerk, shall be sent without delay to the Special Law Officers for examination, and no such

examen; et aucun tel bill ne pourra être considéré par le comité des bills privés avant la production d'un rapport d'un de ces officiers constatant que le projet a été trouvé conforme aux Règles de la Chambre et indiquant en quoi il déroge aux lois générales.

6. Les auteurs d'un bill qui ne l'auront pas rédigé conformément à la présente règle devront le recommencer et le faire imprimer de nouveau, à leurs frais.

58. Toute personne qui demande à présenter un bill privé lui conférant un privilège ou profit exclusif, ou un avantage personnel ou collectif, ou demandant quelque amendement à un statut en vigueur, doit déposer entre les mains du greffier, huit jours avant l'ouverture de la session, un exemplaire de ce bill en français ou en anglais, et remettre en même temps au comptable de la chambre une somme suffisante pour payer l'impression de cinquante exemplaires en français et de trois cent cinquante exemplaires en anglais; de plus \$2 par page d'impression pour la traduction et cinquante centimes par page pour la correction et la révision des épreuves. La traduction doit être faite par les officiers de la Chambre, et l'impression par l'entrepreneur des impressions.

"2. Le pétitionnaire doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de deux cents piastres, outre le prix d'impression du bill dans le volume des Statuts, et déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

Ces paiements doivent être faits immédiatement après la deuxième lecture du bill et avant que le comité le prenne en considération.

"3. Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier, au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone, ou d'octroyer une charte à une compagnie à fonds social ou d'amender telle charte, ou d'amender une charte de cité ou de ville, et de trois cents piastres dans les autres cas.

"3a. Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier, au moins trois semaines avant l'ouverture de la session, lorsqu'il s'agit d'octroyer ou de refondre une charte de cité ou de ville, le bill ne sera pas examiné par les officiers spéciaux en loi, ni imprimé et ne pourra être considéré par la Chambre ou aucun de ses comités."

3079

L. G. DESJARDINS,  
Greffier de l'Assemblée Législative.

## Demandes à la Législature

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature, à sa prochaine session, par les commissaires d'école de Sherbrooke, pour obtenir un acte afin d'amender l'acte 40 Victoria, chapitre 23, concernant l'instruction publique dans la cité de Sherbrooke et les actes qui l'amendent en établissant le taux minimum de la taxe scolaire à quatre dixièmes de centin (mills) dans la piastre et le taux minimum de six dixièmes (mills) dans la piastre, au lieu de deux dixièmes (mills) et quatre dixièmes (mills) de centin, respectivement; et aussi pour pourvoir que lorsque les deux bureaux des commissaires ne pourront s'accorder quant au taux à être prélevé, il sera de quatre dixièmes de centin dans la piastre; et pour rendre plus clair les dispositions du dit acte concernant les perceptions et collection de la taxe.

BROWN & MACDONALD,  
Solliciteurs des requérants.  
Sherbrooke, 21 décembre 1903. 3939

Bill shall be submitted to the Committee on Private Bills before the production of a report from one of such officers certifying that such Bill has been found to be in conformity with the rules of this House, and indicating in what manner it derogates from the general laws

6. Bills which are not framed in accordance with this Rule shall be re-cast by the promoters and reprinted at their expense.

58. Any person seeking to obtain any Private Bill, giving any exclusive privilege or profit, of corporate advantage, or for any amendment of and existing Act, shall deposit with the Clerk of the House, eight days before the opening of the Session, a copy of such Bill in the English or French language, and shall at the same time deposit with the Accountant of the House a sum sufficient to pay for printing 350 copies in English and 500 copies in French, and also \$2.00 per page of printed matter for the translation and fifty cents per page for correcting and revising the printing. The translation shall be made by the officers of the House, and the printing shall be done by the Contractor.

"2. The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of two hundred dollars, and furthermore the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

Such payments shall be made immediately after the second reading and before the consideration of the Bill by such Committee.

"3. If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the Clerk at least eight days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars if it relate to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, or if it incorporate a joint stock company or amend such act of incorporation or amend the charter of a city or town, and of three hundred dollars in all other cases.

"3a. If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the Clerk at least three weeks before the opening of the session, if it relate to the incorporation of any city or town or to the consolidation of any such act or incorporation, such Bill shall not be examined by the Special Law Officers or printed nor shall it be taken into consideration by the House or any of its Committees."

3080

L. G. DESJARDINS,  
Clerk of the Legislative Assembly.

## Applications to the Legislature

Notice is hereby given that application will be made by the school commissioners of Sherbrooke, to the Legislature, at its next session, for an act to amend the act 40 Victoria, chapter 23, respecting public instruction in the city of Sherbrooke and amending acts, by making the minimum rate of the school tax four mills in the dollar and the maximum rate six mills in the dollar, instead of two mills and four mills, respectively; and also by providing that when the two boards of commissioners are unable to agree as to the rate to be levied, it shall be four mills in the dollar, and to make more clear the provisions of the said act as to the levy and collection of the tax.

BROWN & MACDONALD,  
Solicitors for applicants.  
Sherbrooke, 21st December, 1903. 2940

Avis est par les présentes donné que la cité de Sainte-Cunégonde de Montréal s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour amender la charte de la cité de Sainte-Cunégonde, et pour obtenir des dispositions législatives pour entr'autres les objets suivants :

Pour déterminer le mode d'ouverture et le prolongement de la rue Dominion, et amender la section vingt-huit de sa charte, III Edouard VII, ch. 63 ; obtenir des pouvoirs supplémentaires relativement au règlement numéro quatre-vingt-dix-huit, du conseil de la cité de Sainte-Cunégonde, et pour autres fins.

E. LUSSIER,  
Procureur de la cité de Sainte-  
Cunégonde de Montréal.

Montréal, 15 décembre 1903. 3865.2

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, par la corporation de la ville de Buckingham, dans le comté de Labelle, et province de Québec, pour obtenir un acte afin d'amender l'acte de la dite législature, incorporant la corporation de la ville de Buckingham, et les actes ci-devant passés par la dite législature les amendant, et pour obtenir que la municipalité de la ville de Buckingham et la corporation de la ville de Buckingham, soient à l'avenir sujettes à la loi concernant les cités et villes, 1903, et pour étendre les limites de la municipalité de la ville de Buckingham, et les pouvoirs de la corporation de la ville de Buckingham, et du conseil d'icelle, et pour ratifier et confirmer les procédures, règlements et actes de la dite corporation et du conseil d'icelle, passés, adoptés ou faits avant la mise en force de l'acte déclarant les dites municipalité et corporation sujettes à la loi concernant les cités et villes, 1903, qui peuvent être à propos et pour autres affaires y ayant rapport et affectant les dites municipalité et corporation.

AYLEN & DUCLOS,

Procureurs des requérantes.

La corporation et la ville de Buckingham.  
Buckingham, 4 décembre 1903. 3867.2

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, par "The Ramsay Paint Company," en vue d'obtenir un acte pour amender 59 Victoria, chapitre 69, afin de changer son nom en celui de "A. Ramsay & Son," et aussi changer les noms des directeurs provisoires de la dite compagnie.

LESLIE H. BOYD,

Procureur des requérants.

Montréal, 16 décembre 1903. 3893.2

Avis est par les présentes donné que le révérend Héraclius Lavoie, prêtre, curé, François Gagné, Henri Gagné, Alfred Elie Gagné, marchands, Louis Collard et Gédéon Verreault, agriculteurs, tous de la paroisse de Saint-Joseph d'Alma ; Jean Trancé Armand, marchand, de Toronto ; David Jobin, marchand, de la paroisse de Saint-Cœur-de-Marie ; le révérend J. Almas Larouche, prêtre, curé, et Pitre Gaudreault, marchand, de la paroisse de Saint-Bruno ; Napoléon Michaud, notaire, et Auguste Rémi Hudon, marchand, du village de la station de Hébertville, et J. Simon Michaud, agent de commerce, de Hébertville, s'adresseront à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte les incorporant eux et ceux qu'ils s'adjoindront, sous le nom de "Compagnie du chemin de fer Hébertville, Saint-Bruno Alma", et leur octroyer une charte pour construire et exploiter un chemin de fer dans le comté du Lac Saint-Jean, à partir du village de Hébertville, se

Notice is hereby given that the city of Sainte-Cunégonde de Montréal will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for the purpose of amending the charter of the city of Sainte-Cunégonde, and to obtain legislative enactments for the following purposes, amongst others :

To determine the manner of opening and prolonging Dominion street, and to amend section twenty eight of its charter, III Edward the Seventh, ch. 63 ; to obtain supplementary powers referring to the by-law, number ninety eight, of the council of the city of Sainte-Cunégonde, and for other purposes.

E. LUSSIER,  
Attorney of the said city of Sainte-  
Cunégonde de Montreal.

Montreal, 15th December, 1903. 3866

Notice is hereby given that application will be made to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, by the corporation of the town of Buckingham, in the county of Labelle, and province of Quebec, for an act to amend the act of said Legislature incorporating the corporation of the town of Buckingham, and the acts heretofore passed by said Legislature amending the same, and to have it declared that the municipality of the town of Buckingham and the corporation of the town of Buckingham shall be, for the future, subject to the "Cities and Towns Act, 1903," and to enlarge the limits of the municipality of the town of Buckingham, and the powers of the corporation of the town of Buckingham, and of the council thereof, and to ratify and confirm such of the proceedings, by-laws, and acts of the said corporation and of the council thereof, passed, adopted or done before the coming into force of the act declaring said municipality and corporation subject to the "Cities and Towns Act, 1903," as may be deemed advisable and for other matters relating to and affecting said municipality and corporation.

AYLEN & DUCLOS,

Attorneys for applicants.

The corporation of the town of Buckingham.  
Buckingham, 4th December, 1904. 3868

Notice is hereby given that "The Ramsay Paint Company" will apply to the Legislature of Quebec, at its next session, for an act to amend 59 Victoria, chapter 69, so as to change its name to "A. Ramsay & Son," and to change the names of the provisional directors thereof.

LESLIE H. BOYD,

Attorney for applicants.

Montreal, 16th December, 1903. 3894

Notice is hereby given that the Reverend Héraclius Lavoie, parish priest, François Gagné, Henri Gagné, Alfred Elie Gagné, merchants, Louis Collard and Gédéon Verreault, farmers, both of the parish of Saint-Joseph d'Alma ; Jean Trancé Armand, merchant, of Toronto ; David Jobin, merchant, of the parish of Saint-Cœur-de-Marie ; the Reverend J. Almas Larouche, parish priest, and Pitre Gaudreault, merchant, of the parish of Saint-Bruno ; Napoleon Michaud, notary, and Auguste Rémi Hudon, merchant, of the village of Hébertville station ; J. Simon Michaud, commercial agent, of Hébertville, will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, to obtain an act incorporating them, together with such parties as may become associated with them, by the name of "The Hébertville, Saint-Bruno and Alma Railway Company," and to grant them a charter to build and work a railway in the county of Lake Saint John, starting from the village of Hébertville,

dirigeant vers le nord jusqu'à Saint-Joseph d'Alma, et de là courant vers le nord-ouest, passant près des chutes de Péribonca, à l'ouest et au sud-ouest du Lac Saint-Jean, à ou près du village de Mistassini, jusqu'à un point quelconque sur la voie du chemin de fer de la Baie James, même jusqu'à Roberval, formant ainsi un chemin de fer de ceinture autour du dit Lac Saint-Jean; avec de plus un embranchement courant à l'est du village ou station d'Hébertville, jusqu'à eau profonde sur la rivière Saguenay et la Baie des Ha! Ha!

La dite compagnie aura son principal bureau d'affaires au village de Hébertville Station.

NAP. MICHAUD,  
Procureur autorisé.

Québec, 8 décembre 1903. 3779.3

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte afin d'incorporer une compagnie sous le nom de "The Westmount Transit and Power Company," avec pouvoir de construire, posséder, pourvoir et mettre en opération une ligne de chemin de fer électrique dans et à travers la ville de Westmount, communiquant avec le centre de la cité de Montréal; et de construire et mettre en opération des embranchements ou lignes de communication du dit chemin de fer dans et à travers toutes municipalités de l'île de Montréal; et aussi de pourvoir et fournir le gaz pour éclairage et chauffage dans la dite ville de Westmount et municipalités voisines; et de pourvoir et fournir la lumière et pouvoir électrique à la dite ville de Westmount et municipalités voisines, et aussi pour obtenir tous les pouvoirs nécessaires et y ayant rapport.

A. R. OUGHTRED,  
Procureur des requérants.

Montréal, 9 décembre 1903. 3795.3

#### AVIS.

Avis est par le présent donné que demande sera faite à la législature de Québec, à sa prochaine session, de la part des Révérends Pères Gustave Blanche, préfet apostolique de la Côte Nord, Louis LeDoré, curé de Chicoutimi, et Charles LeBrun, directeur du grand séminaire de Rimouski, Pères Eudistes, pour obtenir un acte les constituant en corporation sous les noms de "Les Pères Eudistes de la province de Québec," et leur donnant le pouvoir d'acquérir et de posséder des biens dans cette province.

SIROIS & SIROIS,  
Notaires,

Procureurs des requérants.

Québec, 24 novembre 1903. 3691.4

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature, à sa prochaine session, pour obtenir un acte afin d'autoriser la corporation de la cité de Sherbrooke (1) d'emprunter l'argent nécessaire pour payer l'acquisition et la construction d'un appareil pour lumière et pouvoir électrique, et la propriété et les droits nécessaires en rapport avec ceux, au moyen d'une émission spéciale d'obligations de la cité portant la première hypothèque sur toute la dite propriété, appareil et travaux ainsi acquis ou construits, et une première charge sur les revenus d'iceux; et une charge auxiliaire sur les fonds généraux de la cité. Demande sera faite pour que le règlement du conseil pourvoyant au prêt et à l'émission des obligations soit soumis à l'approbation des électeurs municipaux de la cité en général, et non seulement à ceux qui sont propriétaires d'immeubles.

(2) To amend the section 88 of the charter of the city, en ajoutant les mots "Electric Light and Power Works" après les mots "Waterworks" dans la troisième ligne du deuxième paragraphe d'icelle.

BROWN & MACDONALD,

Solliciteurs de la cité de Sherbrooke.

Sherbrooke, 10 décembre 1903. 3811.3

running northward to Saint Joseph d'Alma, from thence, to the north west passing near the Peribonka Falls, to the west and south west of Lake Saint John, at or near the village of Mistassini, to a certain point on the James Bay Railway, even as far as Roberval, forming thus a belt line around the said Lake Saint John, with moreover, a branch running to the east of the village or station of Hébertville, to deep water on the river Saguenay and Ha! Ha! Bay.

The said company will have its chief business office in the village of Hébertville Station.

NAP. MICHAUD,  
Attorney Authorized

Quebec, 8th December, 1903. 3780

Notice is hereby given that an application will be made to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for an act to incorporate a company to be known as "The Westmount Transit and Power Company" with power: to build, own, provide and operate a line of electric railway in and through the town of Westmount, communicating with the centre of the city of Montreal; and to provide and operate branches or connecting lines of said railway in and through any municipality of the island of Montreal; and also to provide and supply gas for lighting and heating in the said town of Westmount and adjoining municipalities; and to provide and supply electric light and power to said town of Westmount and adjoining municipalities, and also to secure all powers necessary and incidental thereto.

A. R. OUGHTRED,  
Attorney for applicants.

Montreal, 9th December, 1903. 3796

#### NOTICE

Notice is hereby given that application will be made to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, by the Reverend Fathers Gustave Blanche, apostolic prefect for the North Shore, Louis LeDoré, parish priest, of Chicoutimi, and Charles LeBrun, director of the seminary at Rimouski, Eudistes Fathers, for an act to incorporate them under the names of "Les Pères Eudistes de la province de Québec," and to give them power to acquire and hold real estate in this province.

SIROIS & SIROIS,  
Notaries,

Attorneys for the petitioners.

Quebec, 24th November, 1903. 3692

Notice is hereby given that application will be made to the Legislature, at its next session, for an act to authorize the corporation of the city of Sherbrooke (1) to borrow the money necessary to pay for the acquisition and construction of an electric light and power plant, and the necessary property and rights in connection therewith, by means of a special issue of debentures of the city, to be made a first hypothec and mortgage on the whole of the said property, plant and works so acquired or constructed, and a first charge upon the revenues thereof; and subsidiarily a charge on the general funds of the city. Application will be made to have the by-law of the council providing for the loan and the issue of debentures submitted for the approval of the municipal electors of the city generally, and not only to those who are proprietors of real estate.

(2) To amend section 88 of the city charter, by adding the words "Electric Light and Power Works" after the words "Waterworks" in the third line of the second paragraph thereof.

BROWN & MACDONALD,

Solicitors of the city of Sherbrooke.

Sherbrooke, 10th December, 1903. 3812

## AVIS.

Avis est par le présent donné que demande sera faite à la législature de Québec, à sa prochaine session, de la part des Révérendes Sœurs Marie Mischler, dite Sœur Ste-Marcienne, Joséphine Peiron, dite Sœur Ste-Charles Borromée, Maria Bourque, dite Sœur Ste-Claire, et Jeanne Truge, dite Sœur St-Siméon, Religieuses Missionnaires de Notre-Dame d'Afrique, demeurant à Québec, pour obtenir un acte les constituant en corporation sous les noms de "Les Religieuses Missionnaires de Notre-Dame d'Afrique", et leur donnant le pouvoir d'acquérir et de posséder des biens dans cette province.

SIROIS &amp; SIROIS,

Notaires,

Procureurs des requérants.

Québec, 28 novembre 1903.

3687.4

## AVIS.

Avis est par le présent donné que demande sera faite à la législature de Québec, à sa prochaine session, de la part des Révérends Pères Louis Jourdon, supérieur, Pierre Courbon, directeur, et François Barral, économiste, de la cité de Québec, Missionnaires du Sacré-Cœur, pour obtenir un acte les constituant en corporation sous les noms de "Les Missionnaires du Sacré-Cœur," et leur donnant le pouvoir d'acquérir et de posséder des biens en cette province.

SIROIS &amp; SIROIS,

Notaires,

Procureurs des requérants.

Québec, 24 novembre 1903.

3689.4

Avis est par le présent donné que "The Toronto General Trusts Corporation", une compagnie incorporée d'après la loi de la province d'Ontario, s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte l'autorisant à poursuivre, exercer et faire le commerce d'une compagnie de fidei-commis et de dépôt dans la province de Québec, et de ratifier et confirmer une convention et un contrat supplémentaire portant respectivement les dates du 13ème jour de juillet 1903, et du 30ème jour de juillet 1903, qui ont été faits entre "The Ottawa Trust and Deposit Company" (limited), et "The Toronto Trusts Corporation", pour la vente et l'achat de tout l'actif, l'entreprise, la clientèle, les affaires, les biens, les intérêts et les droits, aussi bien que tous les fidei-commis de toute description et les bien-fonds, propriétés et obligations se rattachant et appartenant à, tenus et exercés par "The Ottawa Trust and Deposit Company" (limited), tel que particulièrement mentionnés dans la dite convention et le dit contrat supplémentaire, lesquels dits contrats ont été dûment ratifiés et confirmés suivant les dispositions des statuts de la province d'Ontario.

Daté ce 6 novembre 1903.

THE TORONTO GENERAL TRUSTS CORPORATION.

Témoin :

E. T. MALONE, avocat, Toronto.

JOHN HOSKIN,

Président.

J. W. LANGMUIR,

Directeur gérant.

DANDURAND, BRODEUR &amp; BOYER,

3703.4

Avocats de la requérante.

Avis est par le présent donné que demande sera faite à la législature de Québec, à sa prochaine session, de la part de Thomas Arthur Cimon, étudiant en droit, de Québec, pour obtenir un acte permettant à la chambre des notaires de la province de Québec de l'admettre à la pratique du notariat, après examen.

THOMAS ARTHUR CIMON,

E. E. L.

Québec, 1er décembre 1903.

3695.4

## NOTICE.

Notice is hereby given that application will be made to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, by the Reverend Sisters Marie Mischler, dite Sister Ste-Marcienne, Joséphine Peiron, dite Sister St-Charles Borromée, Maria Bourque, dite Sister Ste-Claire, and Jeanne Truge, dite Sister St-Siméon, Nuns Missionnaires to South Africa, residing in Quebec, for an act to incorporate them under the names of "Les Religieuses Missionnaires de Notre Dame d'Afrique", and to give them power to acquire and hold real estate in this province.

SIROIS &amp; SIROIS,

Notaries,

Attorneys for the petitioners.

Quebec, 28th November, 1903.

3688

## NOTICE.

Notice is hereby given that application will be made to the Legislature of Quebec, at its next session, by the Reverend Fathers Louis Jourdon, superior, Pierre Courbon, director, and François Barral, procureur, Missionaries of the Sacred Heart, of the city of Quebec, for an act to incorporate them under the names "Les Missionnaires du Sacré-Cœur," and to give them power to acquire and hold real estate in this province.

SIROIS &amp; SIROIS,

Notaries,

Attorneys for the petitioners.

Quebec, 24th November, 1903.

3690

Notice is hereby given that an application will be made to the Legislature of the province of Québec, at its next session, by the Toronto General Trusts Corporation, a company incorporated under the laws of the province of Ontario, for an act authorizing it to do, transact and carry on the business of a trust and deposit company in the province of Québec, and to ratify and confirm an indenture of agreement and supplementary agreement, dated respectively the 13th day of July, 1903, and the 30th day of July, 1903, entered into between the Ottawa Trust and Deposit Company, Limited, and the Toronto General Trusts Corporation, for the sale and purchase of all the assets, undertaking, good will, business, property, interests and rights as well as all trusts of every description and the estate, property and duties connected therewith belonging to, held and exercised by The Ottawa Trust and Deposit Company, Limited, as particularly set out in said agreement and supplementary agreement, and which agreements have been duly ratified and confirmed in accordance with the provisions of the statutes of the province of Ontario.

Dated the 6th day of November, 1903.

THE TORONTO GENERAL TRUSTS CORPORATION.

Witness :

E. T. MALONE, Barrister, Toronto.

JOHN HOSKIN,

Président.

J. W. LANGMUIR,

Managing director.

DANDURAND, BRODEUR &amp; BOYER,

3704

Petitioners' attorneys.

Notice is hereby given that application will be made to the Legislature of Quebec, at its next session, by Thomas Arthur Cimon, student at law, of Quebec, for an act authorizing the board of notaries of the province of Quebec to admit him to the practise of law after having passed his examinations.

THOMAS ARTHUR CIMON,

Student at law.

Quebec, 1st December, 1903.

3696

Avis est par le présent donné que le Bureau Protestant des Commissaires d'Écoles de la cité de Montréal, s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte afin d'amender la loi concernant les taxes scolaires dans la cité de Montréal, tel que pourvu par l'acte 55-56 Victoria, chap. 61, section 1, tel que pourvu par la loi concernant l'éducation dans cette province, et par la charte de la cité de Montréal, et ses amendements, en tant que les dispositions des dits actes concernant la somme devant être payée par la corporation de la cité de Montréal au Bureau des Écoles Protestantes de la dite cité, pour l'entretien des écoles protestantes dans la dite cité, et le taux d'une piastre requis à être prélevé sur la valeur totale d'immeubles dans la cité de Montréal, pour créer la somme requise pour l'entretien des écoles protestantes dans la dite cité.

GREENSHIELDS, GREENSHIELDS,  
HENEKER & MITCHELL,

Solliciteurs des requérants.

Montréal, 17 décembre 1903. 3901.2

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, par "The Parks and Play Grounds Association of Montreal," pour obtenir un acte d'incorporation. Les objets de la dite association sont de promouvoir la conservation et l'extension de parcs et terrains ouverts dans et aux environs de la cité de Montréal, l'amélioration de la cité et autres objets semblables.

MORRIS, HOLT & GAUDET,

Solliciteurs des requérants.

Montréal, 10 décembre 1903. 3813.2

Notice is hereby given that the Protestant Board of School Commissioners for the city of Montreal, will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for an act to amend the law respecting school taxes in the city of Montreal, as provided by the act 55-56 Victoria, chap. 61, section 1, and as provided by the law respecting education in this province and by the charter of the city of Montreal and its amendments, in so far as the provisions of said acts relate to the sum to be paid by the corporation of the city of Montreal to the Protestant School Board of the said city for the support of protestant schools in the said city, and the rate on the dollar required to be levied on the total value of the real estate in the city of Montreal, to create the sum required for the maintenance of protestant schools in the said city.

GREENSHIELDS, GREENSHIELDS,  
HENEKER & MITCHELL,

Solicitors for applicants.

Montreal, 17th December, 1903. 3902

Notice is hereby given that application will be made to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, by the Parks and Play Grounds Association of Montreal, for an act of incorporation. The objects of the said association are the promotion of the following preservation and extension of parks and open spaces in and about the city of Montreal, the improvement of the city and other similar purposes.

MORRIS, HOLT & GAUDET.

Solicitors for applicants.

Montreal, 10th December, 1903. 3814

**Avis Divers**

**DISTRICT ELECTORAL DE BROME.**

ELECTION DU 29 OCTOBRE 1903.

Extrait de l'état des dépenses d'élection encourues par et pour David A. Manson, cultivateur, candidat à la susdite élection.

Téléphone.....	\$12.95
Papeterie et impression.....	68.60
Voitures.....	86.00
Salle de comité et messenger.....	20.00
Dépenses personnelles du candidat.....	93.15

\$280.70

Knowlton, 1er décembre 1903.

EDSON PERCIVAL STEVENS,

Agent de David A. Manson.

Knowlton, 14 décembre 1903.

CHAS. S. COTTON,

Officier-rapporteur.

Ouvert pour inspection au bureau du shérif, Sweetsburg, sur paiement de vingt centins.

3911

**AVIS.**

**DANS LA COUR DE L'ÉCHIQUIER DU CANADA.**

Une séance spéciale de la Cour de l'Échiquier du Canada pour l'instruction de causes, etc., aura lieu aux temps et endroit suivants, pourvu que quelque cause ou affaire soit entrée pour instruction et inscrite pour audition au bureau du registraire de la cour, à Ottawa, au moins dix jours avant le jour fixé pour telle séance; et si aucune cause ou affaire est ainsi entrée ou inscrite pour aucune telle séance, alors la dite séance n'aura pas lieu, à savoir:

Au palais de justice, dans la cité de Québec, P. Q., commençant mercredi, le 25 jour de mai A. D., 1904, à 11 heures a. m.

Par ordre,

L. A. AUDETTE,

Régistraire.

3915

**Miscellaneous Notices**

**ELECTORAL DISTRICT OF BROME.**

ELECTION OF 29TH OCTOBER, 1903.

Abstract of statement of election expenses incurred by and on behalf of David A. Manson, farmer, a candidate at above named election.

Telephone.....	\$12.95
Stationary, printing, &c.....	68.60
Livery.....	86.00
Committee room and attendant....	20.00
Personal expenses of candidate....	93.15

\$280.70

Knowlton, 1st December, 1903.

EDSON PERCIVAL STEVENS,

Agent for David A. Manson.

Knowlton, 14th December, 1903.

CHAS. S. COTTON,

Returning officer.

Open for inspection at the sheriff's office, Sweetsburg, on payment of twenty cents.

3912

**NOTICE.**

**IN THE EXCHEQUER COURT OF CANADA.**

A special sitting of "The Exchequer Court of Canada" for the trial of cases, &c., will be holden at the following time and place, provided that some case or matter is entered for trial or set down for hearing at the office of the registrar of the court, at Ottawa, at least ten days before the day appointed for such sitting; and if no case or matter is so entered or set down for such sitting, then the same shall not be holden, viz:

At the Court House, in the city of Quebec, P. Q., commencing on Wednesday, the 25th day of May A. D., 1904, at 11 A. M.

By order,

L. A. AUDETTE,

Registrar.

3916

## BARREAU DE LA PROVINCE DE QUEBEC, SECTION DE SAINT-FRANCOIS.

## BAR OF THE PROVINCE OF QUEBEC, SECTION OF SAINT FRANCIS.

Candidats pour l'admission à l'étude à l'examen qui aura lieu le 12 janvier 1904.

Candidates for admission to study at examination to be held 12th January, 1904.

Prénom. — Surname.	Nom--Name.	Résidence.	Age.	Ecoles ou collèges, etc. — Schools or colleges, &c.
McFadden ....	George Samuel....	Sherbrooke..	22	Lennoxville Academy—Ontario Business College—Professeur privé—Private tutor, J. H. Keller, B. A.

CHAS. D. WHITE,

Secrétaire—Secretary,

Barreau de Saint-François—Bar of Saint Francis.

3849-50.2

Sherbrooke, 12 décembre—12th December, 1903.

## BARREAU DE MONTREAL.—BAR OF MONTREAL

Candidats pour l'admission à l'étude du droit.—Candidates for admission to study.

EXAMENS DU 12 JANVIER 1904.—12TH JANUARY'S EXAMINATIONS, 1904.

No.	Noms. — Names.	Prénoms. — Surnames.	Age.	Résidence.	Collège.
1	Barry.....	Léopold.....	18 ans—years	Montréal....	Collège Sainte-Marie, Montréal.
2	Boisvert....	Alfred.....	25	".....	Séminaire de Nicolet, M. de Kerméno.
3	Brosseau....	Jacques.....	21	Laprairie....	Collège Sainte-Marie, Montréal.
4	Calder.....	Robert L.....	25	Montréal....	Collège Ste-Marie, Montréal, Normal School, Truro, N. S.
5	Charland....	Samuel.....	19	".....	St-Thomas de Pierreville.
6	Cinq-Mars...	Alonzo.....	22	Montréal....	Séminaire de Nicolet, M. de Kerméno. Petit Séminaire, Québec.
7	Crankshaw..	James, jr....	19	Westmount..	Mount Saint-Louis, Westmount Academy.
8	Desmarchais.	Sylvio.....	20	".....	Côte des Neiges....
9	Héту.....	J. C. Arcade.	22	".....	Séminaire Sainte-Thérèse, M. de Kerméno. Collège de l'Assomption.
10	Lamothe....	O. Antoine..	21	Montréal....	Collège Sainte-Marie, Montréal, Frères Ste-Croix, St-Laurent, et MM. Leblond & Boissieu.
11	Maillet.....	Robert.....	20	".....	Ecole Normale Jacques-Cartier, M. Lambert de Rhodde.
12	Olivier.....	Adolphe....	20	Joliette....	Collège de Joliette, M. de Kerméno.
13	Ouimet.....	Paul Gédéon.	24	Saint-Hilaire	Collège de Saint-Hyacinthe, MM. Fred. André et de Kerméno.
14	Sabourin....	Léo.....	20	Montréal..	Université d'Ottawa, M. de Boissieu.
15	Sperber....	Marous M...	18	".....	Protestant High School, MM. A. Leblond, de Brumath et de Boissieu.
16	Strackhouse..	Russell Thos.	20	Lachute....	Lachute Academy, McGill College.
17	Thomson....	Leslie Clare.	24	Montreal....	The Grammar School, McGill University.
18	Tret.....	Sam.....	20	".....	Aberdeen Public School, Hunter's Private School.

PAUL LACOSTE,

Secrétaire du Barreau de Montréal.—Secretary, Bar of Montreal.

Montréal, décembre.—December, 1903.

3869.2

## SECTION DE QUEBEC.—SECTION OF QUEBEC.

EXAMENS DE JANVIER 1904.—JANUARY EXAMINATIONS, 1904.

Candidats à l'étude.—Candidates to study.

Nom. Name.	Prénoms. Surnames.	Age.	Résidence	Collèges.
Duchêne ....	Aimé M. ....	22 ans—years....	St-Roch des Aulnaies.	Séminaire, Québec—Seminary.
Fitzpatrick..	Arthur.....	19 " ....	Ottawa.....	Séminaire, Québec, et professeur privé—Quebec Seminary and private tutor.
Gravel.....	Joseph P. A.	20 " ....	Étchemin.....	Séminaire, Québec—Seminary.
Laliberté....	Edgar.....	22 " ....	St-Jean Deschailions.	do do do
Vien.....	Stanislas....	20 " ....	Lauzon.....	Collège Lévis.

CHARLES DEGUISE,  
Sec. B. Q.  
3917-18

Québec, 14 décembre—14th December, 1904.

Province de Québec, }  
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
No 791.

Dame Marie Janvière Chartrand, épouse commune en biens de Damase Parizeau, commerçant, de la cité et du district de Montréal, a institué, ce jour, une action en séparation de biens contre son mari.

LAMOTHE & TRUDEL,  
Avocats de la demanderesse.

Montréal, 14 décembre 1903. 3941

Province of Quebec, }  
District of Montreal. } *Superior Court.*  
No 791.

Dame Marie Janvière Chartrand, wife common as to property of Damase Parizeau, trader, of the city and district of Montreal, has instituted, this day, an action in separation as to property against her husband.

LAMOTHE & TRUDEL,  
Attorneys for plaintiff.

Montreal, 14th December, 1903. 3942

Province de Québec, }  
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
No 1867.

Dame Clara Sarah Aron, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Moses Dorfman, du même lieu, commerçant,  
Demanderesse ;

vs

Le dit Moses Dorfman, Défendeur.  
Une action en séparation de biens a été instituée, ce jour, dans cette cause.

STEPHENS, HUTCHINS  
& MARGOLESE,  
Procureurs de la demanderesse.

Montréal, 9 décembre 1903. 3937

Province of Quebec, }  
District of Montreal. } *Superior Court.*  
No. 1867.

Dame Clara Sarah Aron, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Moses Dorfman, of the same place, trader,  
Plaintiff ;

vs

The said Moses Dorfman, Defendant.  
An action for separation as to property has been instituted, this day, in this cause.

STEPHENS, HUTCHINS  
& MARGOLESE,  
Attorneys for plaintiff.

Montreal, 9th December, 1903. 3938

Canada, }  
Province de Québec, } *Cour Supérieure.*  
District de Saint-François. }  
No 275.

Dame Clarida Petit, de la ville de Coaticook, dans le dit district, épouse commune en biens de Antoine Maclure, entrepreneur, du même endroit, dûment autorisée à ester en justice,  
Demanderesse ;

vs

Le dit Antoine Maclure, Défendeur.  
Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le vingt-trois novembre mil neuf cent trois.

ST PIERRE & VERRET,  
Procureurs de la demanderesse.

Sherbrooke, 23 novembre 1903. 3611.5

Canada, }  
Province of Quebec, } *Superior Court.*  
District of Saint-Francois. }  
No. 275.

Dame Clarida Petit, of the town of Coaticook, in said district, wife common as to property of Antoine Maclure, contractor, of the same place, duly authorized for the purpose hereof,  
Plaintiff ;

vs

The said Antoine Maclure, Defendant.  
An action for separation as to property has been issued in this cause, on the twenty-third of November, one thousand nine hundred and three.

ST PIERRE & VERRET,  
Attorneys for plaintiff.

Sherbrooke, 23rd November, 1903. 3612

Avis public est par le présent donné que "The Western Masons Mutual Life Association" s'adressera au lieutenant gouverneur en conseil, pour obtenir l'autorisation de faire des affaires dans la province de Québec.

T. P. BUTLER,  
Demandeur de la requérante.

Montréal, 19 octobre 1903. 3707.4

Public notice is hereby given that The Western Masons Mutual Life Association intends to apply to the Lieutenant Governor in Council, for authorization to carry on business in the province of Quebec.

T. P. BUTLER,  
Attorney for applicant.

Montreal, 19th October, 1903. 3708

*Cour Supérieure.— Québec.*

No 809.

Dame Adèle Catellier, épouse de George Doyer, cultivateur, de la paroisse de Saint-Gervais, dans le comté de Bellechasse, Demanderesse ;

vs

Le dit George Doyer, Défendeur.  
Avis est donné qu'une action en séparation de biens entre les parties ci-haut, a été instituée le 3 décembre 1903.

DROUIN, PELLETIER &  
BAILLARGEON,

Procureurs de la demanderesse.

Québec, 4 décembre 1903. 3761.3

Province de Québec, }  
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

Dame Julie Garnot dit Brindamour, de la cité et du district de Montréal, épouse commune en biens du dit défendeur, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs

Cléophas Dubois, commerçant, de la cité et du district de Montréal, Défendeur.  
Une action en séparation de biens a été intentée, en cette cause, le deuxième jour de décembre 1903.

BISAILLON &amp; BROSSARD,

Procureurs de la demanderesse.

Montréal, 4 décembre 1903. 3777.3

Province de Québec, }  
District de Montréal. } *Cour Supérieure*  
No 1452.

Dame Maria Morin, épouse commune en biens de Hormisdas Noël, de Montréal, Demanderesse ;

vs

Hormisdas Noël, du même lieu, Défendeur.  
Une action en séparation de biens a été instituée, ce jour.

BEAUDRY &amp; BEAUDRY,

Avocats de la demanderesse.

Montréal, 9 décembre 1903. 3793.3

Province de Québec, }  
District de Richelieu. } *Cour Supérieure.*  
No 4472.

Dame Agnès Cartier, de la paroisse de Contrecoeur, district de Richelieu, a, le 5 août dernier 1903, institué contre son mari, Octave Vandale, cultivateur, du même lieu, une action en séparation de biens.

ETHIER &amp; LEFEBVRE

Avocats de la demanderesse.

Sorel, 20 novembre 1903. 3619.5

Province de Québec, }  
District de Richelieu. } *Cour Supérieure.*  
No 4491.

Dame Céline Lafleche, de la cité de Sorel, district de Richelieu, a, ce jour, institué une action en séparation de biens contre son mari, Arthur Chagnon, menuisier, du même lieu.

ETHIER &amp; LEFEBVRE,

Avocats de la Demanderesse.

Sorel, 20 novembre 1903. 3621.5

Province de Québec, }  
District de Trois-Rivières. } *Cour Supérieure.*  
No 309.

Dame Marie Zélia Duchaine, de la paroisse d'Yamachiche, épouse de Louis Dominique Fréchette, du même lieu, cultivateur, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs.

Le dit Louis Dominique Fréchette, Défendeur.  
Une action en séparation de biens a été instituée, ce jour, dans la présente cause.

MARTEL &amp; DUPLESSIS,

Procureurs de la demanderesse.

Trois-Rivières, 24 novembre 1903. 3643.5

*Superior Court.— Québec*

No. 809.

Dame Adèle Catellier, wife of George Doyer, farmer, of the parish of Saint Gervais, in the county of Bellechasse, Plaintiff ;

vs

The said George Doyer, Defendant.  
Notice is given that an action for separation of property between the above parties has been instituted on the 3rd of December, 1903.

DROUIN, PELLETIER &  
BAILLARGEON,

Attorneys for plaintiff.

Québec, 4th December, 1903. 3762

Province of Quebec, }  
District of Montreal. } *Superior Court.*

Dame Julie Garnot dit Brindamour, of the city and district of Montreal, wife common as to property of the said defendant, duly authorized for the purposes thereof, Plaintiff ;

vs

Cléophas Dubois, trader, of the city and district of Montreal, Defendant.  
An action for separation as to property has been instituted, in this cause, on the second day of December, 1903.

BISAILLON &amp; BROSSARD.

Attorneys for plaintiff.

Montreal, 4th December, 1903. 3778

Province of Quebec, }  
District of Montreal. } *Superior Court.*  
No. 1452.

Dame Maria Morin, wife common as to property of Hormisdas Noël, of Montreal, Plaintiff ;

vs

Hormisdas Noël, of the same place, Defendant.  
An action for separation of property has, this day, been instituted in this cause.

BEAUDRY &amp; BEAUDRY,

Attorneys for plaintiff.

Montreal, 9th December, 1903. 3794

Province of Quebec, }  
District of Richelieu. } *Superior Court*  
No. 4472.

Dame Agnès Cartier, of the parish of Contrecoeur, district of Richelieu, has, on the 5th of August last, 1903, instituted against her husband, Octave Vandale, farmer, of the same place, an action for separation of property.

ETHIER &amp; LEFEBVRE,

Attorneys for plaintiff.

Sorel, 20th November, 1903. 3620

Province of Quebec, }  
District of Richelieu. } *Superior Court.*  
No. 4491.

Dame Céline Lafleche, of the city of Sorel, district of Richelieu, has, this day, instituted an action for separation of property against her husband, Arthur Chagnon joiner, of the same place.

ETHIER &amp; LEFEBVRE,

Attorneys for plaintiff.

Sorel, 20th November, 1903. 3622

Province of Quebec, }  
District of Three Rivers. } *Superior Court*  
No. 309.

Dame Marie Zélia Duchaine, of the parish of Yamachiche, wife of Louis Dominique Fréchette, of the same place, farmer, duly authorized to appear in judicial proceedings, Plaintiff ;

vs.

The said Louis Dominique Fréchette, Defendant.  
An action for separation of property has been instituted, this day, in the present suit.

MARTEL &amp; DUPLESSIS,

Attorneys for Plaintiff.

Three Rivers, 24th November, 1903. 3644

Province of Québec, }  
 District of Montréal. } *Cour Supérieure.*  
 No 1357.

Une action en séparation de biens a été instituée par Dame Eliza Rochon, épouse de Avila Mallette, boucher, de la cité de Saint-Henri, contre le dit Avila Mallette.

PELLETIER & LETOURNEAU,  
 Avocats de la demanderesse.  
 Montréal, 18 novembre 1903. 3641.5

Avis public est par le présent donné que la compagnie de chemin de fer Pacifique Canadien vendra par encan public, jeudi, le 11e jour de février 1904, dans la bâtisse de la Compagnie, au coin sud-est des rues Mountain et Osborne, à 10 heures a. m., dans la cité de Montréal, les effets de bagage non réclamés, en la possession de la compagnie, n'ayant pas été réclamés dans l'espace de douze (12) mois; et, sur les produits de la dite vente, la compagnie retiendra tels droits et charges raisonnables pour emmagasinage, annonces et vente des dits effets et bagage, et la balance des produits de la dite vente, s'il y en a, sera gardée par la compagnie pendant l'espace de trois (3) mois pour être payée à toute personne y ayant droit.

La Cie du chemin de fer Pacifique Canadien.  
 Par R. H. MORRIS,  
 Agent général du bagage.  
 Montréal, 12 décembre 1903. 3887.2

### Avis de Faillites

Province of Québec, }  
 District of Richelieu. } *Cour Supérieure*  
 No 4497.

Dans l'affaire de Dame Alexandrine Belhumeur, "J. O. Lemire & Cie," de Saint-Guillaume, P. Q., Faillis.

Avis est le présent donné que la dite Dame Alexandrine Belhumeur a fait, ce jour, un abandon judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire, à Sorel.

J. WILFRID MICHAUD,  
 Député gardien provisoire.  
 Bureau de Wilks & Michaud,  
 205, rue Saint-Jacques.  
 Montréal, 14 décembre 1903. 3909

Province of Québec, }  
 District des Trois-Rivières. } *Cour Supérieure.*

Joseph Théophile Gaspard, marchand, et Olivier Noé, marchand, tous deux commerçants, de la paroisse de Maskinongé, district des Trois-Rivières, faisant affaires ensemble sous les nom et raison de Marchand & Cie, ont fait cession de leurs biens pour le bénéfice de leurs créanciers, le 12 décembre 1903, au bureau du protonotaire de la cour supérieure du district des Trois-Rivières.

GEORGE DUGAS,  
 Gardien provisoire.  
 Bureau: A. L. Desaulniers,  
 Avocat, Louiseville. 3913

*District de Québec—Cour Supérieure.*

*In re* Jean-Baptiste Bornais, de Saint-Raymond, marchand, Failli.

Le 21ème jour de décembre 1903, les sous-signés ont été nommés curateurs conjoints dans cette affaire.

Les créanciers sont requis de produire leurs réclamations sous trente jours de cette date.  
 LEFAIVRE & TASCHEREAU,  
 Curateurs conjoints.  
 Québec, 22 décembre 1903. 3927

Province of Québec, }  
 District of Montréal. } *Superior Court.*  
 No. 1357.

An action in separation as to property has been instituted by Dame Eliza Rochon, wife of Avila Mallette, butcher, of the city of Saint Henri, against the said Avila Mallette.

PELLETIER & LETOURNEAU,  
 Attorneys for plaintiff.  
 Montreal, 18th November, 1903. 3642

Public notice is hereby given that the Canadian Pacific Railway Company will sell by public auction on Thursday, the 11th day of February, 1904, in the Company's building, at the south east corner of Mountain and Osborne street, at 10 o'clock a. m., in the city of Montreal, the articles of unclaimed baggage which have remained in the possession of the company unclaimed, for a space of twelve (12) months; and, that the company, out of the proceeds of such sale, will retain such tolls and all reasonable charges for the storing, advertising and selling of such goods and baggage, and the balance of the proceeds of such sale, if any, shall be kept by the company for a period of three (3) months to be paid over to any person entitled thereto.

The Canadian Pacific Company.  
 Per R. H. MORRIS,  
 General baggage agent.  
 Montreal, 12th December, 1903. 3888

### Bankrupt Notices

Province of Québec, }  
 District of Richelieu. } *Superior Court.*  
 No. 4497.

In the matter of Dame Alexandrine Belhumeur, "J. O. Lemire & Co.," Saint Guillaume, P. Q., Insolvents.

Notice is hereby given that the said Dame Alexandrine Belhumeur has, this day, made in the prothonotary's office, in Sorel, a judicial abandonment of her property for the benefit of her creditors.

J. WILFRID MICHAUD,  
 Deputy provisional guardian.  
 Office of Wilks & Michaud,  
 205, Saint James street.  
 Montreal, 14th December, 1903. 3910

Province of Québec, }  
 District of Three Rivers. } *Superior Court.*

Joseph Théophile Gaspard, merchant, and Olivier Noé, merchant, all two traders, of the parish of Maskinongé, district of Three Rivers, carrying on business in partnership, under the name, style and firm of Marchand & Co., have made a judicial abandonment of their property for the benefit of their creditors, on the 12th of December, 1903, at the prothonotary's office of the superior court of the district of Three Rivers.

GEORGE DUGAS,  
 Provisional guardian.  
 Office: A. L. Desaulniers,  
 Advocate, Louiseville. 3914

*District of Québec—Superior Court.*

*In re* Jean-Baptiste Bornais, of Saint Raymond, merchant, Insolvent.

On the 21st day of December, 1903, the undersigned have been appointed joint curators in this matter.

Creditors are required to file their claims within thirty days from this date  
 LEFAIVRE & TASCHEREAU,  
 Joint curators.  
 Québec, 22nd December, 1903. 3928

Canada,  
Province de Québec,  
District de St-François. }  
Ira Gallup,

Cour Supérieure.

Demandeur ;

vs

John Duffee et al, Défendeurs et faillis.

Avis est par le présent donné que le 22e jour de décembre 1903, par ordre de la cour, nous avons été nommés curateurs conjoints des biens des susdits défendeurs, qui en ont fait un abandon judiciaire complet pour le bénéfice de leurs créanciers.

Les réclamations, dûment attestées sous serment, doivent être déposées dans notre bureau, 125, rue Wellington, Sherbrooke, sous un mois.

C. MILLIER,  
J. J. GRIFFITH,

Curateurs conjoints.

Sherbrooke, 22 décembre 1903. 3943

Canada,  
Province of Quebec,  
District of St. Francis. }  
Ira Gallup,

Superior Court.

Plaintiff ;

vs

John Duffee et al, Defendants and insolvents.

Notice is hereby given that on the 22nd day of December, 1903, by order of the court, we were appointed joint curators to the estate of above defendants, who have made a judicial abandonment of all their assets for the benefit of their creditors.

Claims must be filed, duly attested under oath, at our office, 125, Wellington street, Sherbrooke, within one month.

C. MILLIER,  
J. J. GRIFFITH,

Joint curators.

Sherbrooke, 22nd December, 1903. 3944

### Ventes par le Shérif—Arthabaska

**A** VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis, et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionnés plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District d'Arthabaska.

Arthabaska, à savoir : } JOSEPH AUDET, De-  
No 183. } mandeur ; contre ADE-  
LARD GUAY, Défendeur.

Un emplacement situé dans la ville de Victoriaville, sur le côté est de la rue de la Fabrique, faisant partie du lot numéro douze, dans le troisième rang du canton d'Arthabaska, contenant environ quarante-huit pieds de front sur environ cent quatre-vingts pieds de profondeur ; tenant en front à la rue de la Fabrique, et aboutissant en profondeur à J. B. Monfett ou représentants, joignant du côté sud à la Fabrique, et de l'autre côté à un ruisseau ; lequel emplacement faisant partie du lot numéro quatre cent cinquante-trois, du cadastre officiel de la partie du canton d'Arthabaska, formant la paroisse de Sainte-Victoire—avec une maison y érigée et autres dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Sainte-Victoire d'Arthabaska, le VINGT-SEPTIEME jour de JANVIER prochain, 1904, à DIX heures de l'avant-midi.

P. L. TOUSIGNANT,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Arthabaska, 18 décembre 1903. 3929  
[Première publication, 26 décembre 1903.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District d'Arthabaska.

Arthabaska, à savoir : } DAME S A R A H  
No 224. } DUFFY, veuve  
de feu Joseph McManus, tant personnellement qu'en sa qualité de tutrice dûment nommé à Thomas-John McManus, son enfant mineur, Demanderesse ; contre NAPOLEON CHARPENTIER, Défendeur.

1° Un certain terrain formant partie de la moitié sud-ouest du lot numéro seize, dans le sixième rang du canton de Durham, contenant six acres de front sur quatorze acres en profondeur, le tout plus ou moins, formant une superficie totale de soixante-six acres et deux tiers, maintenant connu comme étant le numéro quatre cent soixante (460), du cadastre officiel sur le dit canton de Durham ; borné en front par le chemin entre les sixième et septième rangs, en arrière au nord-est par la moitié nord-est du dit lot numéro seize, au sud-est par le lot numéro quinze, et au nord-ouest par Antoine Pariseau—avec les bâtisses y érigées.

2° La moitié sud-est de la moitié nord-est du lot numéro seize, dans le septième rang du canton de Durham, maintenant connu comme étant le numéro

### Sheriff's Sales—Arthabaska

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Arthabaska.

Arthabaska, to wit : } JOSEPH AUDET, Plain-  
No. 183. } tiff ; against ADELARD  
GUAY, Defendant.

An emplacement situate in the town of Victoriaville, on the east side of Fabrique street, being part of lot number twelve, in the third range of the township of Arthabaska, containing about forty eight feet in front by about one hundred and eighty feet in depth ; bounded in front by Fabrique street, and in the rear by J. B. Monfett or representatives, on the south side to the Fabrique, and on the other side to a creek ; which emplacement is part of lot number four hundred and fifty three, of official cadastre for that part of the township of Arthabaska, forming the parish of Sainte Victoire—with a house thereon erected and other dependencies.

To be sold at the parochial church door of Sainte Victoire of Arthabaska, on the TWENTY SEVENTH day of JANUARY next, 1904, at TEN o'clock in the forenoon.

P. L. TOUSIGNANT,

Sheriff's Office, Sheriff.  
Arthabaska, 18th December 1903. 3930  
[First published, 26th December, 1903.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Arthabaska.

Arthabaska, to wit : } DAME SARAH DUFFY,  
No. 224. } widow of the late Joseph  
McManus, as well personally as tutrix to Thomas John McManus, her minor child, Plaintiff ; against NAPOLEON CHARPENTIER, Defendant.

1. That piece of land forming part of the south west half of lot number sixteen, in the sixth range of the township of Durham, containing six acres in front by fourteen acres in depth, the whole more or less, forming a total superficies of sixty six acres and two thirds, now known as being number four hundred and sixty (460), of official cadastre for the said township of Durham ; bounded in front by the front road between the sixth and seventh ranges, in rear to the north east by the north east half of said lot number sixteen, on the south east by lot number fifteen, and on the north west by Antoine Pariseau—with the buildings thereon erected.

2. The south-east half of the north east half of lot number sixteen, in the seventh range of the township of Durham, now known as being number

cinq cent soixante-un (561), du cadastre officiel pour le dit canton de Durham, contenant cinquante acres en superficie, plus ou moins—avec une grange y érigée.

3<sup>e</sup> Quatre acres de terre plus ou moins, à être pris du bout nord-est du lot numéro quinze, dans le septième rang du canton de Durham, maintenant connu comme étant le numéro cinq cent soixante (560), du cadastre officiel pour le dit canton de Durham; borné au nord-est par le chemin susdit, au nord-ouest par le terrain en second lieu désigné, au sud-ouest et au sud-est par Thomas Lynch.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de Saint-Pierre de Durham, à l'Avenir, le SEPTIÈME jour de JANVIER prochain 1904, à UNE heure de l'après-midi.

P. L. TOUSIGNANT,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Arthabaska, 3 décembre 1903. 3729.2  
[Première publication, 5 décembre 1903].

### Ventes par le Shérif—Chicoutimi

**A** VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

#### FIERI FACIAS.

Cour Supérieure.—Chicoutimi.

Chicoutimi, à savoir : } **EDYTHE ELLEN**  
No 974. } **SIMONS**, de la cité de Québec, épouse séparée de biens de Amos Campbell, de Québec, marchand, et par lui dûment autorisé, faisant affaire sous les nom et raison de "The Campbell Shoe Company," Demanderesse; contre **EUGENE GUAY, FILS**, de Saint-Cœur de Marie, comté de Lac Saint-Jean, Défendeur.

1<sup>o</sup> Un lot de terre numéro six, du cinquième rang, canton de Delisle, appelé Saint-Cœur de Marie, de la contenance de cent acres en superficie—avec bâtisses, circonstances et dépendances, étant le numéro six (6), du cinquième rang susdit, d'après le dit cadastre du canton de Delisle.

2<sup>o</sup> Un lot de terre numéro trois, du cinquième rang de la paroisse de Saint-Cœur de Marie, de la contenance de cent acres en superficie—avec circonstances et dépendances, étant le numéro trois (3), du cinquième rang susdit, d'après le dit cadastre du dit canton Delisle.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Cœur de Marie, le VINGT-SEPTIÈME jour du mois de JANVIER prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

O. BOSSÉ,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Chicoutimi, 22 décembre 1903. 3959  
[Première publication, 26 décembre 1903].

### Ventes par le Shérif—Montréal

**A** VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

#### FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } **MOISE FAUBERT**,  
No 1224. } bourgeois, de la paroisse de Boucherville, district de Montréal, Demandeur; contre les terres et tenements de **DAME EXILDA MATTE**, de la cité et du district de Montréal,

2

five hundred and sixty one (561), of official cadastre for said township of Durham, containing fifty acres in superficies, more or less—with a barn thereon erected.

3. Four acres of land more or less, to be taken of the north east end of lot number fifteen, in the seventh range of the township of Durham, now known as being lot number five hundred and sixty (560), of official cadastre for said township of Durham; bounded on the north east by the aforesaid front road, on the north west by the above secondly described piece of land, on the south west and south east by Thomas Lynch.

To be sold at the parochial church door of Saint Peter of Durham, at L'Avenir, on the SEVENTH day of JANUARY next, 1904, at ONE o'clock in the afternoon.

P. L. TOUSIGNANT,

Sheriff Office, Sheriff.  
Arthabaska, 3rd December, 1903. 3700  
[First published, 5th December, 1903.]

### Sheriff's Sales—Chicoutimi

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

#### FIERI FACIAS

Superior Court.—District of Chicoutimi.

Chicoutimi, to wit: } **EDYTHE ELLEN SIMONS**,  
No. 974. } of the city of Quebec, wife separated as to property of Amos Campbell, of Quebec, merchant, and by him duly authorized, trading under the name and firm of "The Campbell Shoe Company", Plaintiffs; against **EUGENE GUAY, JUNIOR** of Saint-Cœur de Marie, county of Lake Saint John, Defendant.

1. A lot of land number six, of the fifth range, township of Delisle, called Saint-Cœur de Marie, containing one hundred acres in area—with buildings, circumstances and dependencies, being number six (6), of the fifth range aforesaid, according to the said cadastre of the township of Delisle.

2. A lot of land number three, of the fifth range of the parish of Saint-Cœur de Marie, containing one hundred acres in area—with circumstances and dependencies; being number three (3), of the fifth range aforesaid, according to the said cadastre of the said township Delisle.

To be sold at the church door of the said parish of Saint Cœur de Marie, on the TWENTY-SEVENTH day of the month of JANUARY next, at ELEVEN of the clock in the forenoon.

O. BOSSÉ,

Sheriff's Office, Sheriff.  
Chicoutimi, 22nd December, 1903. 3960  
[First published, 26th December, 1903.]

### Sheriff's Sales—Montréal

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

#### FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } **MOISE FAUBERT**, gentle-  
No. 1224. } man, of the parish of Boucherville, district of Montreal, Plaintiff; against the lands and tenements of **DAME EXILDA MATTE**, of the city and district of Montreal, wife

épouse séparée quant aux biens de Louis Lévis Dussault, du même lieu, et le dit Louis Lévis Dussault pour autoriser son épouse à ester en justice, Défenderesse.

Saisi comme appartenant à la dite défenderesse, l'immeuble suivant, savoir :

Un certain terrain situé dans le village de Boucherville, comté de Chambly, district de Montréal, étant composé : 1° d'un immeuble connu et désigné sous le numéro soixante et un (61), sur le plan et au livre de renvoi officiels du dit village de Boucherville—avec les bâtisses dessus construites ; borné en front par la rue Sainte-Famille, et d'un côté par la rue Saint-Joseph ; 2° d'une partie du lot numéro soixante (60), des susdits plan et livre de renvoi officiels, étant une portion de terre de quatorze (14) pieds de large sur toute la profondeur du dit lot numéro soixante (60) prise sur l'extrémité sud-ouest du dit lot numéro soixante (60) ; et bornée en front par la rue Sainte-Famille, en arrière par le fleuve Saint-Laurent, d'un côté au nord-est par le résidu du dit lot numéro soixante (60), appartenant à Joseph Thouin, et de l'autre côté par le dit numéro soixante et un (61)—le tout avec circonstances et dépendances et formant une seule et même exploitation.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Boucherville, le VINGT-HUITIÈME jour de JANVIER prochain (1904), à ONZE heures de l'avant-midi

J. R. THIBAudeau,

Bureau du Shérif, Montréal, 22 décembre 1903. [Première publication, 26 décembre 1903.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*Cour Supérieure.—District de Montréal.*

Montréal, à savoir : { DAME CELINA LECAVALIER, de la ville de Saint-Laurent, dans le district de Montréal, veuve de feu Benjamin Lebeau, en son vivant cultivateur, de la paroisse de Saint-Laurent, district de Montréal, Demanderesse ; contre les terres et tenements de ARSENE CHARLEBOIS, du village de la Pointe Claire, dans le district de Montréal, Défendeur, et les héritiers bénéficiaires du dit défendeur.

Avis est par le présent donné que la vente des immeubles saisis dans la présente cause, qui devait avoir lieu le quinzième jour de janvier dernier, aura lieu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-UNIÈME jour de JANVIER (1904), à DIX heures de l'avant-midi.

J. R. THIBAudeau,

Bureau du Shérif, Montréal, 23 décembre 1903. [Première publication, 25 décembre 1903.]

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*Cour Supérieure.—District de Montréal.*

Montréal, à savoir : { THE TRUST AND LOAN COMPANY OF CANADA, corporation légalement constituée par acte public du parlement, ayant sa principale place d'affaires pour la province de Québec, dans la cité et district de Montréal, Demanderesse ; contre les terres et tenements de ARSENE CHARLEBOIS, du village de la Pointe Claire, dans le comté de Jacques-Cartier, agent d'immeubles, Défendeur, et aussi contre les héritiers bénéficiaires du dit défendeur.

Saisis comme appartenant aux dits défendeurs par reprise d'instance, les immeubles suivants, savoir :

1° La moitié indivise de la terre située dans le village de la Pointe Claire, dans le comté de Jacques-Cartier, dans le district de Montréal, étant le lot connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint Joachim de la Pointe Claire, sous le numéro quarante-huit (48), contenant la dite terre trois (3) arpents de large sur trente (30) arpents de profondeur, plus ou moins ; borné en front par le fleuve Saint-Laurent, en arrière par les terres de la concession Saint-Jean, d'un côté par le lot quarante-sept (47), et de l'autre

separated as to property of Louis Lévis Dussault, of the same place, and the said Louis Lévis Dussault to authorize his wife to appear in judicial proceedings, Defendant.

Seized as belonging to the said defendant, the following immovable, to wit :

A certain lot of land situate in the village of Boucherville, county of Chambly, district of Montreal, being composed : 1. Of a lot known and described as number sixty one (61), on the official plan and book of reference of the said village of Boucherville—with the buildings thereon erected ; bounded in front by Sainte Famille street, and on one side by Saint Joseph street ; 2. Of a part of lot number sixty (60), of the said official plan and book of reference, being a piece of land fourteen (14) feet wide by the whole depth of the said lot number sixty (60), taken off the south west extremity of the said lot number sixty (60) ; and bounded in front by the said Sainte Famille street, in rear by the river Saint Lawrence, on one side to the north east by the residue of the said lot number sixty (60), belonging to Joseph Thouin, and on the other side by the said lot number sixty one (61)—the whole with circumstances and dependencies, and forming one and the same plot.

To be sold at the parochial church door of the parish of Boucherville, on the TWENTY EIGHTH day of JANUARY next (1904), at ELEVEN o'clock in the forenoon.

J. R. THIBAudeau,

Sheriff's Office, Montréal, 22nd December, 1903. [First published, 26th December, 1903.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*Superior Court.—District of Montreal.*

Montréal, to wit : { DAME CELINA LECAVALIER, of the town of Saint Laurent, in the district of Montreal, widow of the late Benjamin Lebeau, in his lifetime farmer, of the parish of Saint Laurent, district of Montreal, Plaintiff ; against the lands and tenements of ARSENE CHARLEBOIS, of the village of Pointe Claire, in the district of Montreal, Defendant, and the beneficiary heirs of the said defendant.

Notice is hereby given that the sale of the immovables seized in this cause, which should have taken place on the fifteenth day of January last, will be made in my office, in the city of Montreal, on the TWENTY FIRST day of JANUARY next (1904), at TEN of the clock in the forenoon.

J. R. THIBAudeau,

Sheriff's Office, Montréal, 23rd December, 1903. [First published, 26th December, 1903.]

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*Superior Court.—District of Montreal.*

Montréal, to wit : { THE TRUST AND LOAN COMPANY OF CANADA, a corporation legally constituted by public act of Parliament, having its principal place of business for the province of Quebec, in the city and district of Montreal, Plaintiffs ; against the lands and tenements of ARSENE CHARLEBOIS, of the village of la Pointe Claire, in the county of Jacques Cartier, real estate agent, Defendant, and also against the beneficiary heirs of said defendant.

Seized as belonging to the said defendants in continuance of suit, the following immovables, to wit :

1. The undivided half of the land situated in the parish of la Pointe Claire, in the county of Jacques Cartier, in the district of Montreal, being the lot known and designated on the official plan and book of reference of the parish of Saint Joachim de la Pointe Claire, under the number forty eight (48), containing the said land (3) three arpents in width by thirty (30) arpents in depth, more or less ; bounded in front by the river Saint Lawrence, in the rear by the lands of Saint Jean concession, on one side by the lot (47) forty seven, and on the

côté par le lot quarante-neuf (49), du dit plan officiel—avec toutes les bâtisses sus-érigées; à distraire les morceaux vendus à la compagnie de chemin de fer Grand Tronc du Canada et à la compagnie de chemin de fer Ontario et Québec.

2° Un autre morceau de terre situé dans le village de la Pointe Claire, dans les susdits comté et district, étant le lot connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du dit village de la Pointe Claire, sous le numéro quatre-vingt-un (81); borné en front par le chemin public, d'un côté par le lot (65) soixante-cinq, et en arrière par le lot (78) soixante-dix-huit, et de l'autre côté par le lot (80) quatre-vingt, du dit plan officiel du dit village—avec toutes les bâtisses sus-érigées.

3° Un morceau de terre situé dans le dit village de la Pointe Claire, dans les susdits comté et district, composé: 1° du lot connu et désigné sur les dits plan et livre de renvoi officiels du village de la Pointe Claire, sous le (No 18) dix-huit; borné en front par le chemin public, et partie par le (No 19) dix-neuf, du dit plan officiel du dit village, en arrière par la ligne de division, (ancienne ligne) de la dite paroisse et du village de la Pointe Claire; à distraire "les morceaux vendus à la compagnie de chemin de fer du Grand-Tronc du Canada, et à la compagnie de chemin de fer Ontario et Québec;

"Comme appartenant à Ovila Leblanc: un terrain situé au village de la Pointe Claire, faisant partie du lot de terre connu et désigné sous le (No 18) dit-huit, du cadastre officiel du dit village de la Pointe Claire, mesurant en avant, quarante (40) pieds de largeur, mesure anglaise, plus ou moins, en arrière, trente-six (36) pieds, dite mesure, plus ou moins, et ayant en longueur la distance qu'il y a à partir du chemin public qui la borne, en avant à aller au terrain de C. Brault, qui le borne en arrière; borné vers le côté est par D. Desjardins, et vers le côté ouest par une partie du dit lot appartenant à J. B. Brisebois—avec les bâtisses dessus construites.

"Comme appartenant à C. Brisebois: un terrain situé au village de la Pointe Claire, faisant partie du lot de terre connu et désigné sous le (No 18) dix-huit, du cadastre officiel du dit village de la Pointe Claire, mesurant en avant trente-trois (33) pieds de largeur, mesure anglaise, plus ou moins, en arrière, trente-cinq pieds, dite mesure, plus ou moins, ayant en longueur la distance qu'il y a à partir du chemin public qui le borne en avant, à aller au terrain de C. Brault, qui le borne partiellement en arrière, et au terrain de L. Charlebois, faisant aussi partie du susdit numéro officiel qui le borne en arrière, pour le reste de la largeur, suivant une ligne qui coïnciderait avec le prolongement en droite ligne vers l'ouest de la clôture séparant en partie le terrain présentement vendu de celui de C. Brault; borné vers l'est par une partie du dit lot, propriété de O. Leblanc, et vers l'ouest par une autre partie du même lot, propriété du dit L. Charlebois."

2° Du lot de terre connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Joachim de la Pointe Claire, sous le No (35) trente-cinq; borné en front par l'ancienne ligne de division du dit village et de la dite paroisse, en arrière par les terres de la concession nord-est de Saint-Charles, d'un côté par le lot trente-quatre (34), du plan officiel de la dite paroisse, et de l'autre côté par le lot trente-six (36), du dit plan officiel de la dite paroisse et les bâtisses érigées sur le dit morceau de terre composé comme susdit.

4° Un morceau de terre situé dans le dit village de la Pointe Claire, dans les susdits comté et district, étant le lot connu et désigné sur les plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Joachim de la Pointe Claire, sous le numéro quarante (40); borné en front par le fleuve Saint-Laurent, en arrière par les terres des concessions sud-ouest de Saint-Jean, d'un côté par le lot No trente-neuf (39), et de l'autre côté par le lot

other side by lot forty nine (49), of the said official plan—with all the buildings thereon erected; to be detached therefrom the pieces thereof sold to Grand Trunk Railway Company of Canada and to the Ontario and Quebec Railway Company.

2. Another piece or parcel of land situated in the village of la Pointe Claire, in the county and district last aforesaid, being lot known and designated on the official plan and in the book of reference of the said village of la Pointe Claire, under the number (81) eighty one; bounded in front by the public road, on one side by lot (65) sixty five, and in the rear by lot (78) seventy eight, and on the other side by lot (80) eighty, of the said official plan of the said village—with all the buildings thereon erected.

3. A piece or parcel of land situated in the village of la Pointe Claire, in the county and district aforesaid, composed: 1. of the lot known and designated on the said official plan and book of reference of the village of la Pointe Claire, under the number (18) eighteen; bounded in front by the public road, and partly by the lot number (19) nineteen, of the said official plan of said village, in rear by the line of division (old line) of the said parish and the village of la Pointe Claire; to be detached "the pieces thereof sold to the Grand Trunk Railway Company of Canada and to the Ontario and Quebec Railway Company."

"As belonging to Ovila Leblanc: a lot situated in the village of la Pointe Claire, forming part of the lot known and described as (No 18) eighteen, of the official cadastre of the said village of la Pointe Claire, measuring in front forty (40) feet in width, english measure, more or less, in rear thirty-six (36) feet, said measure, more or less, and having in length the distance there may be starting from the main road which bounds it in front going to the property of C. Brault, which bounds it in rear; bounded on the east side by D. Desjardins, and on the west side by a part of the said lot belonging to J. B. Brisebois—with the buildings thereon erected.

"As belonging to C. Brisebois: a lot situated in the village of la Pointe Claire, forming part of the lot known and described as number eighteen (18), of the official cadastre of the said village of la Pointe Claire, measuring in front thirty three (33) feet in width, english measure, more or less, in rear thirty five feet, said measure, more or less, having in length the distance there may be starting from the main road which bounds it in front, going to the lot of C. Brault, which partly bounds it in rear, and to the lot of L. Charlebois, being also a part of said official number which bounds it in rear, for the residue of the width, following a line which would coincide with the prolongation in a straight line towards the west of the fence partly separating the land now sold from that of C. Brault; bounded to the east by a part of the said lot, the property of O. Leblanc, and towards the west by another part of the same lot, the property of the said L. Charlebois."

2. Of the lot of land known and designated on the official plan and in the book of reference of the said parish of Saint Joachim de la Pointe Claire, under the number (35) thirty five; bounded in front by the old line of division of the said village and of the said parish, in the rear by the land of the north east concession of Saint Charles, on one side by lot (34) thirty four, of the official plan of said parish, and on the other side by lot (36) thirty six, of said official plan of said parish and the buildings erected on the said piece or parcel of land composed as aforesaid.

4. A piece or parcel of land situated in the said parish of Saint Joachim de la Pointe Claire, in the county and district aforesaid, being lot known and designated on the official plan and in the book of reference of the said parish of Saint Joachim de la Pointe Claire, under the number forty (40); bounded in front by the river Saint Lawrence, in the rear by the lands of the south west concessions of Saint Jean, on one side by lot thirty nine (39), and on the

quarante et un (41), du susdit plan officiel—avec les bâtisses sus-érigées ; et à distraire " les morceaux vendus à la compagnie de chemin de fer " Grand Tronc du Canada et à la compagnie de chemin de fer Ontario et Québec, et aussi les parties vendues à Henri J. Tellier, en front de la dite terre, tel que décrit dans l'acte de vente, passé devant M<sup>re</sup> John Fair, notaire, le dix-septième jour d'avril mil neuf cent un, dûment enregistré, étant de forme irrégulière, connu sous Elm Point, contenant environ soixante-dix mille pieds, et étant la partie du dit lot numéro quarante (40), situé au sud du chemin public—avec les bâtisses ".

5° Un autre morceau de terre situé dans le village de la Pointe Claire, dans les susdits comté et district, étant le lot connu et désigné sur les plan et dans le livre de renvoi officiels du dit village de la Pointe Claire, sous le numéro treize (13) ; borné en front par le chemin public, en arrière par le fleuve Saint-Laurent, d'un côté par le lot douze (12), et de l'autre par le lot (14) quatorze, du susdit plan officiel—avec toutes les bâtisses sus-érigées.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le SEPTIEME jour de JANVIER prochain (1904), à DIX heures de l'avant-midi.

P. M. DURAND,

Bureau du Shérif, Député-Shérif.  
Montréal, 2 décembre 1903. 3731.2  
[Première publication, 5 décembre 1903.]

### Ventes par le Shérif—Ottawa

**A** VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*Cour Supérieure.—District d'Ottawa.*

Ottawa, à savoir : } **L**A BANQUE NATIONALE, No 794. } corps politique et dûment incorporé, ayant son principal bureau dans les cité et district de Québec Demanderesse ; contre LOUIS DE G. ROUTHIER ET J. PIERRE PRUDHOMME, tous deux de la cité d'Ottawa, dans la province d'Ontario, faisant affaires dans le district d'Ottawa, sous les nom et raison de "The Perkins Mills Lumber Company," la dite société ayant son principal bureau dans le canton de Templeton, dans le district d'Ottawa, Défendeurs, à savoir :

Tous les droits, titres et intérêts des défendeurs sur le lot No 13, dans le 9<sup>e</sup> rang du canton de Templeton, dans le comté de Wright—avec les moulins, machines, bâtisses, pouvoir d'eau, circonstances et dépendances, (à l'exception d'environ 40 acres vendus à un nommé Ouellette, étant le coin nord-ouest du dit lot, et 5 acres sur le côté nord-est d'un chemin privé, vendus à un nommé Wallingford et à un autre, et un demi acre donné pour les fins d'église et d'école), le tout conformément aux plan et livre de renvoi officiels du canton de Templeton, dans le comté de Wright ; les dits droits, titres et intérêts consistant en un privilège de bailleur de fonds et de vendeur, créé par un acte de vente passé devant F. A. Labelle, notaire, à Hull, le 5<sup>ème</sup> jour de février 1903, entre les défendeurs et "The Poulin Lumber Company, limited," lequel dit acte a été enregistré, Livre B-7, No 6029, le 10<sup>ème</sup> jour de février 1903, et formant la somme de \$3,500, payable tel que mentionné dans le dit acte.

Pour être vendus au bureau d'enregistrement,

other side by lot forty one (41), of the official plan last aforesaid—with the buildings thereon erected ; to be detached therefrom " the pieces thereof sold " to the Grand Trunk Railway Company of Canada " and to the Ontario and Quebec Railway Company, " and also the parts sold to Henri J. Tellier, in front " of said farm, as described in the deed of sale passed " before M<sup>re</sup> John Fair, notary, on the seven- " teenth day of April, nineteen hundred and one, " duly registered, being of irregular shape, known " as Elm Point, containing about seventy thousand " feet, and being the part of the said lot number " forty (40), situate to the south of the public road " —with buildings."

5. Another piece or parcel of land situate in the village of la Pointe Claire, in the county and district aforesaid, being lot known and designated on the official plan and in the book of reference of the said village of la Pointe Claire, under the number (13) thirteen ; bounded in front by the public road, in rear by the river Saint Lawrence, on one side by lot (12) twelve, and on the other side by lot (14) fourteen, of the official plan last aforesaid —with all the buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the SEVENTH day of JANUARY next (1904), at TEN o'clock in the forenoon.

P. M. DURAND,

Sheriff's Office, Deputy Sheriff.  
Montreal, 2nd December, 1903. 3732  
[First published, 5th December, 1903.]

### Sheriff's Sales—Ottawa

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the under mentioned LANDS and TENEMENTS has been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*Superior Court.—District of Ottawa.*

Ottawa, to wit : } **L**A BANQUE NATIONALE, No. 794. } a body politic and corporate duly incorporated, and having its head office at the city and district of Quebec, Plaintiff ; against LOUIS DE G. ROUTHIER AND J. PIERRE PRUDHOMME, both of the city of Ottawa, in the province of Ontario, carrying on business in the district of Ottawa, under the firm, name and style of the Perkins Mills Lumber Company, the said firm having its head office at the township of Templeton, in the district of Ottawa, Defendants, to wit :

All the rights, titles and interests at the defendants in lot No. 13, in the 9<sup>th</sup> range of the township of Templeton, in the county of Wright—with the mills, machineries, buildings, water power and all the members and appurtenances thereon and there into belonging (excepting about 40 acres sold to one Ouellette, being the north west corner of the said lot, and 5 acres on the north east side of a private road, already sold to one Wallingford and another, and one-half acre given for church and school purposes), the whole according to the official plan and book of reference of the township of Templeton, in the county of Wright ; the said rights, titles and interests consisting of a bailleur de fonds and vendor's privilege, created by that certain deed made before F. A. Labelle, notary, at Hull, on the 5<sup>th</sup> February, 1903, between the defendants and the Poulin Lumber Company, limited, which said deed was registered, Liber B-7, No. 6029, on the 10<sup>th</sup> February, 1903, and amounting to the sum of \$3,500, payable as in and by the said deed set forth.

To be sold at the registry office, in the city of

dans la cité de Hull, le VINGT-SIXIEME jour de JANVIER prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

C. M. WRIGHT,  
Bureau du Shérif, Shérif.  
Hull, 23 décembre 1903. 3981  
[Première publication, 26 décembre 1903.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**  
*Cour Supérieure.—District d'Ottawa.*

Ottawa, à savoir : } **JOSEPH VARIN**, journaliste,  
No 651. } de la ville de Buckingham,  
district d'Ottawa, Demandeur ; contre **JOHN McCOMBE**, médecin, du même lieu, Défendeur, et **Henry Ayles**, de la cité d'Ottawa, dans la province d'Ontario, avocat, et **Arnold W. Duclos**, du même lieu, avocat, pratiquant ensemble comme tels dans la cité de Hull, sous les nom et raison de **Ayles & Duclos**, demandeurs par distraction de frais.  
Saisi comme appartenant au dit demandeur, à savoir :

Les lots numéros cinq cent trente-trois-quatre-vingt un (533-81), et cinq cent trente-trois-quatre-vingt deux (533-82), situés dans la première avenue la ville de Buckingham, dans le district d'Ottawa, conformément au plan et livre de renvoi officiels de la dite ville—avec les bâtisses sus-érigées et améliorations faites.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint Grégoire de Nazianze de Buckingham, le CINQUIEME jour de JANVIER prochain, 1904, à DIX heures de l'avant-midi.

C. M. WRIGHT,  
Bureau du Shérif, Shérif.  
Hull, 2 décembre 1903. 3733.2  
[Première publication, 5 décembre 1903.]

### Ventes par le Shérif—Québec

**A VIS PUBLIC** est par le présent donné que les **TELRRES** et **HÉRITAGES** sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

**FIERI FACIAS.**

Québec, à savoir : } **JEFFERY ALEXANDRE**  
No 513. } **ROUSSEAU** ; vs **JOSEPH**  
**NAPOLEON RIVARD** ET AL.

Saisi comme appartenant à Joseph Eugène Rivard, l'un des dits défendeurs, à savoir :

La moitié indivise de partie du lot No 417 (quatre cent dix-sept), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Casimir, étant un emplacement de forme irrégulière, situé dans le rang ouest de la Rivière Blanche, paroisse de Saint-Thuribe, ayant 140 pieds de front sur le chemin du Roi, sur une profondeur de 36 pieds dans la ligne nord-est, 104 pieds de profondeur dans la ligne sud-ouest, et 140 pieds de longueur dans la ligne sud-est ; borné au sud-ouest à Victor Guertin, au sud-est à Henri Thibeault, au nord à la municipalité scolaire, et au nord-est à Henri Thibeault—avec les bâtisses dessus construites, servant de beurrerie et fromagerie, y compris, engin, chaudière à vapeur et autres instruments et outils quelconques, servant à fabriquer le beurre et le fromage, circonstances et dépendances.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Thuribe, comté de Portneuf, le VINGT-NEUVIEME jour de JANVIER prochain, à ONZE heures du matin.

J. B. AMYOT,  
Bureau du Shérif, Député Shérif.  
Québec, 24 décembre 1903. 3969  
[Première publication, 26 décembre 1903.]

Hull, on the TWENTY SIXTH day of JANUARY next, at TEN of the clock in the forenoon.

C. M. WRIGHT,  
Sheriff's Office, Sheriff.  
Hull, 23rd December, 1903. 3982  
[First published, 26th December, 1903.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**  
*Superior Court.—District of Ottawa.*

Ottawa, to wit : } **JOSEPH VARIN**, laborer, of  
No. 651. } the town of Buckingham,  
district of Ottawa, Plaintiff ; against **JOHN McCOMBE**, physician, of the same place, Defendant, and **Henry Ayles**, of the city of Ottawa, in the province of Ontario, barrister, and **Arnold W. Duclos**, of the same place, advocate, practising together as such at the city of Hull, under the name and style of **Ayles & Duclos**, plaintiffs *par distraction de frais*.  
Seized as belonging to said plaintiff, to wit :

Lots numbers five hundred and thirty-three-eighty-one (533-81), and five hundred and thirty-three-eighty-two (533-82), situate on first avenue of the town of Buckingham, in the district of Ottawa, according to the official plan and book of reference of said town—with the buildings and improvements thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Grégoire de Nazianze of Buckingham, on the FIFTH day of JANUARY next, 1904, at TEN of the clock in the forenoon.

C. M. WRIGHT,  
Sheriff's office, Sheriff.  
Hull, 2nd December, 1903. 3734  
[First published, 5th December, 1903.]

### Sheriff's Sales—Québec

**PUBLIC NOTICE** is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

**FIERI FACIAS**

Québec, to wit : } **JEFFERY ALEXANDER**  
No. 513. } **ROUSSEAU** ; vs **JOSEPH**  
**NAPOLEON RIVARD** ET AL.

Seized as belonging to Joseph Eugène Rivard, one of the said defendants, to wit :

The undivided half of part of lot No. 417 (four hundred and seventeen), of the official cadastre for the parish of Saint Casimir, being a lot of irregular shape, situate in the range west of the River Blanche, parish of Saint Thuribe, having 140 feet in front on the King's road, by a depth of 36 feet on the north east line, 104 feet in depth on the south west line, and 140 feet in length on the south east line ; bounded on the south west by Victor Guertin, on the south east by Henri Thibeault, on the north by the school municipality, and on the north east by Henri Thibeault—with the buildings thereon erected, used as a butter and cheese factory, including therein the engine, steam boiler and other instruments and utensils whatever, used in making butter and cheese, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Thuribe, county of Portneuf, on the TWENTY NINTH day of JANUARY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

J. B. AMYOT,  
Sheriff's Office, Deputy sheriff.  
Québec, 24th December, 1903. 3970  
[First published, 26th December, 1903.]

## Ventes par le Shérif—Richelieu

**A VIS PUBLIC** est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

## FIERI FACIAS

*Cour Supérieure.—District de Richelieu.*

Sorel, à savoir : } **M**ADEMOISELLE MARIE  
No 4478. } **C**OURNOYER, fille  
majeure et usant de ses droits, de la paroisse de Saint-Marcel, dans le district de Richelieu, Demanderesse ; contre ADELARD COURNOYER, résidant à Springfield, dans l'état de Massachusetts, un des états unis d'Amérique, Défendeur.

La moitié indivise d'une terre située en la paroisse de Saint-Robert, en la concession Saint-Robert, connue au cadastre officiel de la dite paroisse de Saint-Robert, sous les numéros trois cent onze (No 311) et trois cent douze (No 312)—avec la moitié indivise des bâtisses dessus érigées.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Robert, le VINT-SEPTIEME jour du mois de JANVIER prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

P. GUEVREMONT,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Sorel, 21 décembre 1903. 3933  
[Première publication, 26 décembre 1903.]

## Ventes par le Shérif—St-François

**A VIS PUBLIC** est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

## FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*Cour Supérieure.—District de Saint-François.*

Saint-François, à savoir : } **D**A M E ISABELLA  
No 233. } **M**ONICA FELTON,  
Demanderesse ; contre LES HERITIERS de feu Rose Delima Giroux, Défendeurs.

Un morceau de terre situé dans le canton de Eaton, dans le comté de Compton, connu et désigné sur le plan du cadastre officiel et au livre de renvoi du dit canton de Eaton, comme lot numéro vingt et un A (No 21 a), dans le onzième rang du dit canton, contenant environ cent quatorze acres en superficie—avec les bâtisses sus-érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Camille de Cookshire, le VINGT-SIXIEME jour de JANVIER prochain, à UNE heure de l'après-midi.

HENRY AYLNER,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Sherbrooke, 23 décembre 1903. 3977  
[Première publication, 26 décembre 1903.]

## FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*Cour de Circuit pour le district d'Arthabaska.*

Saint-François, à savoir : } **C**YRILLE LAMY,  
No 362. } Demandeur ; vs  
GEORGE COMTOIS, Défendeur, et NAPOLEON COMTOIS, tiers-saisi.

Saisis comme appartenant au dit tiers-saisi Napoléon Comtois :

1° Un morceau de terre situé dans le canton de Wolfestown, dans le comté de Wolfe, connu et désigné sur le plan du cadastre officiel et au livre de renvoi du dit canton, comme lot numéro huit B (No 8 B), dans le dixième rang—avec les bâtisses sus érigées et améliorations faites.

## Sheriff's Sales—Richelieu

**PUBLIC NOTICE** is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

## FIERI FACIAS.

*Superior Court.—District of Richelieu.*

Sorel, to wit : } **M**ISS MARIE COURNOYER,  
No. 4478. } spinster in the enjoyment  
of her rights, of the parish of Saint Marcel, in the district of Richelieu, Plaintiff ; against ADELARD COURNOYER, residing at Springfield, in the state of Massachusetts, one of the united states of America, Defendant.

The undivided half of a land situate in the parish of Saint Robert, in the concession Saint Robert, known on the official cadastre of the said parish of Saint Robert, as numbers three hundred and eleven (No. 311) and three hundred and twelve (No. 312)—with the undivided half of the buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Robert, on the TWENTY SEVENTH day of JANUARY next, at TEN o'clock in the forenoon.

P. GUEVREMONT,

Sheriff's Office, Sheriff.  
Sorel, 21st December, 1903. 3934  
[First published, 26th December, 1903.]

## Sheriff's Sales—St. Francis

**PUBLIC NOTICE** is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

## FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*Superior Court.—District of Saint Francis.*

Saint Francis, to wit : } **D**A M E ISABELLA  
No. 233. } **M**ONICA FELTON,  
Plaintiff ; against THE HEIRS of the late Rose Delima Giroux, Defendants.

A piece of land situate in the township of Eaton, in the county of Compton, known and designated on the official cadastral plan and book of reference of the said township of Eaton, as the lot number twenty one A (No. 21 a), in the eleventh range of the said township, containing about one hundred and fourteen acres in superficies—with the buildings thereon erected.

To be sold at the door of the parish church of the parish of Saint Camille de Cookshire, on the TWENTY SIXTH day of JANUARY next, at ONE of the clock in the afternoon.

HENRY AYLNER,

Sheriff's Office, Sheriff.  
Sherbrooke, 23rd December, 1903. 3968  
[First published, 26th December, 1903.]

## FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*Circuit Court for the district of Arthabaska.*

Saint Francis, to wit : } **C**YRILLE LAMY,  
No. 362. } Plaintiff ; vs  
GEORGE COMTOIS, Defendant, and NAPOLEON COMTOIS, garnishee.

Seized as belonging to the said garnishee, Napoléon Comtois :

1. A piece of land situate in the township of Wolfestown, in the county of Wolfe, known and designated on the official cadastral plan and in the book of reference of the said township, as the lot number eight B (No. 8 B), in the tenth range—with the buildings and improvements thereon erected and made.

2° Un morceau de terre situé dans le dit canton de Wolfestown, connu et désigné sur le plan du cadastre et au livre de renvoi du dit canton, comme la partie sud-est du lot numéro huit D (pt. S. E. No 8 D), dans le onzième rang ; borné en front par le chemin public, en arrière par la terre de Onésime Rhault, d'un côté par la terre de Joseph Nolette, et de l'autre côté par la terre de Ovide Lajeunesse—avec les appartenances.

Avis est par le présent donné que la vente des immeubles saisis en cette cause, ci-devant annoncée comme devant avoir lieu à onze heures de l'avant-midi, le troisième jour de novembre dernier (1903), à la porte de l'église paroissiale de la paroisse des Saints Anges de Ham, aura lieu à UNE heure de l'après midi, le VINGTIÈME jour de JANVIER prochain, à la porte de l'église paroissiale de la susdite paroisse des Saints-Anges de Ham.

HENRY AYLNER,

Bureau du shérif, Shérif.  
Sherbrooke, 23 décembre 1903. 3979  
[Première publication, 26 décembre 1903]

### Ventes par le Shérif—St-Hyacinthe

**A VIS PUBLIC** est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

*Cour Supérieure.*

Canada, Province de Québec. } EMERY REEVES, Demandeur ; vs  
District de Saint-Hyacinthe } JOSEPH, PHILIE, Défendeur.  
No 136.

Une terre située en la paroisse de Saint-Liboire, comté de Bagot, sur le neuvième rang, connue aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse, sous le numéro cinq cent sept (507)—avec les bâtisses.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Liboire, le VINGT-SIXIÈME jour de JANVIER prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

EUGENE SICOTTE,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Saint-Hyacinthe, 22 décembre 1903. 3935  
[Première publication, 26 décembre 1903.]

### Ventes par le Shérif—Trois-Rivières

**A VIS PUBLIC** est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Cour de Circuit du comté de Champlain—District des Trois-Rivières.*

Trois-Rivières, à savoir : } J. A. VANDAL, Demandeur ; contre  
No 147. } NOË HAMELIN, Défendeur.

Un lot de terre situé en la paroisse de Saint-Théophile, côté sud-ouest du rang Saint-Mathieu, et connu et désigné sous le numéro huit cent trente-six (836), aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Notre-Dame du Mont-Carmel, contenant environ soixante arpents en superficie, plus ou moins, sans garantie de mesure précise.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Théophile, le VINGT-SEPTIÈME

2. A piece of land situate in the said township of Wolfestown, known and designated on the official cadastral plan and in the book of reference of the said township, as the south east part of lot number eight D (S. E. pt. No. 8 D), in the eleventh range ; bounded in front by the public road, in rear by land of Onésime Rhault, on one side by land of Joseph Nolette, and on the other side by land of Ovide Lajeunesse—with the appurtenances thereunto belonging.

Notice is hereby given that the sale of the immoveables seized in this cause, formerly announced to take place at eleven of the clock in the forenoon, on the third day of November last (1903), at the door of the parish church of the parish of Saints Anges de Ham, will take place at ONE of the clock in the afternoon, on the TWENTIETH day of JANUARY next, at the door of the parish church of the parish of Saints Anges de Ham aforesaid.

HENRY ALMER,

Sheriff's Office, Shérif.  
Sherbrooke, 23rd December, 1903. 3980  
[First published, 26th December, 1903.]

### Sheriff's Sales—St. Hyacinth

**PUBLIC NOTICE** is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

*Superior Court.*

Canada, Province of Québec. } EMERY REEVES, Plaintiff ; vs  
District of Saint Hyacinth. } JOSEPH PHILIE, Defendant.  
No. 136.

A lot of land situate in the parish of Saint Liboire, Bagot county, on the ninth range, known on the official plan and book of reference for the said parish, as lot number five hundred and seven (No. 507)—with the buildings.

To be sold at the door of the parochial church of the parish of Saint Liboire, on the TWENTY-SIXTH day of JANUARY next, at TEN o'clock of the forenoon.

EUGENE SICOTTE,

Sheriff's Office, Shérif.  
Saint Hyacinth, 22nd December, 1903. 3936  
[First published, 26th December, 1903.]

### Sheriff's Sales—Three Rivers

**PUBLIC NOTICE** is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Circuit Court of the county of Champlain—District of Three Rivers.*

Three Rivers, to wit : } J. A. VANDAL, Plaintiff ;  
No. 147. } against NOË HAMELIN, Defendant.

A lot of land situate in the parish of Saint Théophile, south west side of the range Saint Mathieu, and known and described as number eight hundred and thirty six (836), on the official plan and book of reference for the parish of Notre Dame du Mont Carmel, containing about sixty arpents in area, more or less, without warranty of precise measurement.

To be sold at the church door of the parish of Saint Theophile, on the TWENTY SEVENTH day

jour de JANVIER prochain, 1904, à ONZE heures du matin.

CHARLES DUMOULIN,  
Bureau du Shérif, Shérif.  
Trois-Rivières, 24 décembre 1903. 3963  
[Première publication, 26 décembre 1903.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*Cour Supérieure.—District des Trois-Rivières.*

Trois-Rivières, à savoir : } A LEXIS ALIAS ALEX  
No 327. } LAHAIE, Deman-  
eur ; contre JOSEPH LEVEILLE, Défendeur,  
Arcade Lahaie, mis-en-cause.

Comme appartenant au dit demandeur, Alexis  
alias Alex Lahaie, l'immeuble suivant :

Un emplacement sis et situé en la paroisse de Saint-  
François-Xavier de Batiscan, dans le village, sur le  
côté nord du chemin public, contenant un demi arpent  
de front sur quatre-vingt-quinze pieds de profondeur,  
le tout plus ou moins ; borné en front au chemin  
public, en profondeur et du côté nord-est à Joseph  
L. Brunelle, et du côté sud-ouest à Emile Marchil-  
don, étant le lot de terre désigné par le numéro  
cent trente-deux (132), au cadastre d'icelle paroisse  
—avec bâtisses dessus construites.

Pour être vendu à la porte de l'église de la  
paroisse de Saint-François-Xavier de Batiscan, le  
SEPTIEME jour de JANVIER prochain, 1904, à  
DIX heures du matin.

CHARLES DUMOULIN,  
Bureau du Shérif, Shérif.  
Trois-Rivières, 2 décembre 1903. 3739.2  
[Première publication, 5 décembre 1903.]

**MANDAT DE CURATEUR.**

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*Cour Supérieure.—District des Trois-Rivières.*

Trois-Rivières, à savoir : } THOMAS FERRON,  
No 155. } Requéran ; et WIL-  
BREZ FERRON, Failli.

Un emplacement situé en la paroisse de Saint-  
Boniface de Shawinigan, dans le sixième rang du  
township de Shawinigan, contenant quatre-vingt-  
trois pieds de large au front sur un arpent de profon-  
deur, le tout plus ou moins ; joignant du côté sud à  
Alfred Boisvert, du côté nord à Dame Elzire Géli-  
nas, veuve d'Antoine Gélienas, et en profondeur à  
un cours d'eau ou ruisseau et à la dite Dame Elzire  
Gélienas, veuve d'Antoine Gélienas ; le dit emplace-  
ment connu comme faisant partie du numéro deux  
cent soixante et un (261), aux plan et livre de ren-  
voi officiels pour la dite paroisse de Saint-Boniface  
de Shawinigan—avec les bâtisses dessus construites,  
circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la pa-  
roisse de Saint-Boniface de Shawinigan, le HUI-  
TIEME jour de JANVIER prochain, à DIX  
heures du matin.

CHARLES DUMOULIN,  
Bureau du Shérif, Shérif.  
Trois-Rivières, 2 décembre 1903. 3737.2  
[Première publication, 5 décembre 1903.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.**

*Cour Supérieure.—District des Trois-Rivières.*

Trois-Rivières, à savoir : } EDOUARD COTE ET  
No 485. } AL, Demandeurs ;  
contre MARIE A. BOURGET ET VIR, Défendeurs.

Un lot de terre situé en la ville de Grand' Mère,  
formant le coin nord-est du chemin public et de la  
rue Laurier, contenant cinquante pieds de largeur  
sur cent trente pieds de profondeur, mesure anglaise,  
connu et désigné comme lot numéro neuf (9), du lot  
de subdivision numéro quatre-vingt-sept (87), au  
cadastre officiel du comté de Saint-Maurice, pour la  
paroisse de Sainte-Flore—avec maison y érigée,  
circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la

of JANUARY next, 1904, at ELEVEN o'clock in  
the forenoon.

CHARLES DUMOULIN,  
Sheriff's Office, Sheriff.  
Three Rivers, 24th December, 1903. 3964  
[First published, 26th December, 1903.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*Superior Court—District of Three Rivers.*

Three Rivers, to wit : } A LEXIS ALIAS ALEX  
No. 327. } LAHAIE, Plaintiff ;  
against JOSEPH LEVEILLE, Defendant, and  
Arcade Lahaie, *mis en cause*.

As belonging to the said plaintiff, Alexis alias  
Alex Lahaie, the following immovable :

A lot situate and being in the parish of Saint  
François Xavier de Batiscan, in the village, on the  
north side of the public road, containing one half  
arpent in front by ninety five feet in depth, the  
whole more or less ; bounded in front by the public  
road, in depth and on the north east side by Joseph  
L. Brunelle, and on the south west side by Emile  
Marchildon, being the lot of land described as  
number one hundred and thirty two (132), on the  
cadastre of that parish—with buildings thereon  
erected.

To be sold at the church door of the parish of  
Saint François Xavier de Batiscan, on the  
SEVENTH day of JANUARY next, 1904, at TEN  
o'clock in the forenoon.

CHARLES DUMOULIN,  
Sheriff's Office, Sheriff.  
Three Rivers, 2nd December, 1903. 3740  
[First published, 5th December, 1903.]

**CURATOR'S WARRANT.**

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*Superior Court.—District of Three Rivers.*

Three Rivers, to wit : } THOMAS FERRON,  
No. 155. } Petitioner ; and WIL-  
BREZ FERRON, Insolvent.

A lot situate in the parish of Saint Boniface de  
Shawinigan, in the sixth range of the township of  
Shawinigan, containing eighty three feet in front  
by one arpent in depth, the whole more or less ;  
bounded on the south side by Alfred Boisvert, on  
the north side by Dame Elzire Gelinas, widow of  
Antoine Gelinas, and in depth by a water course or  
creek and by the said Dame Elzire Gelinas, widow  
of Antoine Gelinas ; said lot known as forming part  
of number two hundred and sixty one (261), on the  
official plan and book or reference for the said parish  
of Saint Boniface de Shawinigan—with the build-  
ings thereon erected, circumstances and dependen-  
cies.

To be sold at the church door of the parish of  
Saint Boniface de Shawinigan, on the EIGHTH  
day of JANUARY next, at TEN o'clock in the  
forenoon.

CHARLES DUMOULIN,  
Sheriff's Office, Sheriff.  
Three Rivers, 2nd December, 1903. 3738  
[First published, 5th December, 1903.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.**

*Superior Court—District of Three Rivers.*

Three Rivers, to wit : } EDOUARD COTÉ ET  
No. 485. } AL, Plaintiffs ; against  
MARIE A. BOURGET ET VIR, Defendants.

A lot of land situate in the town of Grand' Mère,  
forming the north east corner of the public road  
and of Laurier street, containing fifty feet in width  
by one hundred and thirty feet in depth, english  
measure, known and described as lot number nine  
(9), of the subdivision lot number eighty seven (87),  
of the official cadastre of the county of Saint Mau-  
rice, for the parish of Sainte Flore—with house  
thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of

paroisse de Grand'Mère, en la ville de Grand-Mère, le NEUVIEME jour de JANVIER prochain, à DIX heures du matin.

CHARLES DUMOULIN,  
Bureau du Shérif, Shérif.  
Trois-Rivières, 2 décembre 1903. 3735.2  
[Première publication, 5 décembre 1903.]

Grand'Mère, in the town of Grand'Mère, on the NINTH day of JANUARY next, at TEN o'clock in the forenoon.

CHARLES DUMOULIN,  
Sheriff's office, Sheriff.  
Three Rivers, 2nd December, 1903. 3736  
[First published, 5th December, 1903.]

**Avis du Gouvernement**

Québec, 24 décembre 1903.

Avis est par le présent donné qu'une requête a été présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, par Antoine Oscar Vachon, écuyer, notaire public, demeurant et pratiquant au village de Kingsville, comté de Mégantic, district d'Arthabaska, par laquelle il demande la transmission, en sa faveur, des minutes, répertoire et index de feu Léonidas Laliberté, en son vivant notaire public, demeurant et pratiquant dans le dit village de Kingsville, dans le dit district, ainsi que des minutes, répertoire et index de feu Elisé Noel, notaire, et dont le dit Léonidas Laliberté était cessionnaire légal en vertu des dispositions du code du notariat.

3971

AMD. ROBITAILLE,  
Secrétaire de la province.

**Government Notice**

Quebec, 24th December, 1903.

Notice is hereby given that a petition has been presented to His Honour the Lieutenant Governor, by Antoine Oscar Vachon, esquire, notary public, residing and practising in the village of Kingsville, county of Megantic, district of Arthabaska, by which he prays for the transfer, in his favor, of the minutes, repertory and index of the late Leonidas Laliberté, in his lifetime notary public, residing and practising in the said village of Kingsville, in the said district, as well as the minutes, repertory and index of the late Elisé Noel, notary, of whom the said Leonidas Laliberté was the legal grantee in virtue of the provisions of the notarial code.

3972

AMD. ROBITAILLE,  
Provincial secretary.

**Avis Divers**

Cour Supérieure.—District de Terrebonne.  
No 271.

Mathilde Renaud, de Larose Station, dans le canton Montcalm, district de Terrebonne, épouse de Elisah Benjamin Beaven, cultivateur et commerçant, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, a intenté contre son époux, une action en séparation de biens, le cinquième jour de novembre 1903.

NANTEL & ROCHON,  
Avocats de la demanderesse.  
Sainte-Scholastique, 21 décembre 1903. 3947

Superior Court.—District of Terrebonne.  
No. 271.

Mathilde Renaud, of Larose Station, of the township of Montcalm, in the district of Terrebonne, wife of Elisah Benjamin Beaven, farmer and trader, of the same place, duly authorized to ester en justice, has instituted against her husband, an action for separation of property, the fifth November, 1903.

NANTEL & ROCHON,  
Attorneys for plaintiff.  
Sainte Scholastique, 21st December, 1903, 3948

**BARREAU DE LA PROVINCE DE QUEBEC.—BAR OF THE PROVINCE OF QUEBEC.**

**SECTION DE BEDFORD.—SECTION OF BEDFORD.**

Candidats pour admission à la pratique du droit.—Candidates for the admission to practise law.

Examen du 12 janvier 1904.—Examination on the 12th January, 1904.

Nom. — Name.	Prénoms. — Surnames.	Age.	Résidence.
McKeown.....	William Kenneth.....	24 ans—24 years.....	Cowansville, P. Q.

G. H. BAKER,  
Secrétaire du Barreau de Bedford.—Secretary of the Bar of Bedford.  
Sweetaburg, 19 décembre 1903.—19th December, 1903. 3953-54

## Avis de Faillites

Province de Québec, }  
 District de Trois-Rivières. } *Cour Supérieure.*  
 No. 177.

Avis est par les présentes donné que Philippe Bourassa, commerçant, du village de Yamachiche, a, le 22 décembre courant, fait cession de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire de la cour supérieure, à Trois-Rivières.

LEON BRIERE,  
 Gardien provisoire.

Trois-Rivières, 23 décembre 1903. 3957

Province de Québec, }  
 District de Pontiac. } *Cour Supérieure.*  
*In re J. A. Lévesque & Cie, Ville Marie, P. Q.,*  
 Insolubles.

Avis est donné par les présentes que le 17<sup>ème</sup> jour de décembre 1903, j'ai été nommé par ordre de la cour, curateur aux biens de la dite faillite.

Les réclamations assermentées doivent être produites à mon bureau sous un mois de cette date.

H. LAMARRE,  
 Curateur.

Bureaux : 99, rue Saint-Jacques,  
 Montréal, 22 décembre 1903. 3951

Province de Québec, }  
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
 No 79.

*In re Bisailon & Bigaouette, Montréal,*  
 Faillis.

Avis est par le présent donné que nous avons préparé un premier et dernier bordereau de dividende, lequel sera payable à notre bureau, No 2, Place d'Armes, Montréal, le douzième jour de janvier 1904.

LAMARCHE & BENOIT,  
 Curateurs conjoints.

Montréal, 26 décembre 1903. 3967

Province de Québec, }  
 District de Saint-François. } *Cour Supérieure*  
*In re Pierre Mercier, de Windsor Mills, Québec,*  
 Failli.

Avis est par le présent donné que le 19<sup>ème</sup> jour de décembre 1903, le dit Pierre Mercier a fait un abandon judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire du district de Saint-François.

J. P. ROYER,  
 Pour gardien provisoire.

3949

George F. Payne, Demandeur ;  
 Thomas S. Williamson, de la cité de Montréal, marchand de produits et commerçant, Défendeur.  
 Avis est par le présent donné que, je, soussigné, Thomas S. Williamson, le quatorzième jour de décembre 1903, ai fait un abandon judiciaire de mes biens pour le bénéfice de mes créanciers, au bureau du protonotaire de la cour supérieure du district de Montréal.

THOMAS S. WILLIAMSON.

Montréal, 14 décembre 1903. 3975

Dans l'affaire de Thomas S. Williamson, commerçant, de la cité de Montréal, Failli.

Avis est par le présent donné que, je John Hyde, comptable licencié, de la cité de Montréal, par jugement de sa seigneurie le juge Pagnuelo, ai été nommé curateur des biens du dit Thomas S. Williamson, le tout tel que pourvu par la loi.

Les créanciers du dit Thomas S. Williamson sont par le présent notifiés de produire leurs réclamations sous trente jours.

JOHN HYDE,  
 Curateur.

Montréal, 23 décembre 1903. 3973

## Bankrupt Notices

Province of Quebec, }  
 District of Three Rivers. } *Superior Court.*  
 No. 177.

Notice is hereby given that Philippe Bourassa, trader, of the village of Yamachiche, has, on the 22nd day of December instant, made an assignment of his assets for the benefit of his creditors, at the prothonotary's office of the superior court, at Three Rivers.

LEON BRIERE,  
 Provisional guardian.

Three Rivers, 23rd December, 1903. 3958

Province of Quebec, }  
 District of Pontiac. } *Superior Court.*  
*In re J. A. Levesque & Co, Ville Marie, P. Q.,*  
 Insolvents.

Notice is hereby given that on the 17th day of December, 1903, by order of the court, I have been appointed curator to this estate.

Sworn claims must be filed at my office within one month from this date.

H. LAMARRE,  
 Curator.

Office : 99, Saint James street,  
 Montreal, 22nd December, 1903. 3952

Province of Quebec, }  
 District of Montreal. } *Superior Court.*  
 No. 79.

*In re Bisailon & Bigaouette, Montreal,*  
 Insolvents.

Notice is hereby given that a first and final dividend sheet has been prepared, which will be payable at our office, No. 2, Place d'Armes, Montreal, on the twelfth day of January, 1904.

LAMARCHE & BENOIT,  
 Joint curators.

Montreal, 26th December, 1903. 3968

Province of Quebec, }  
 District of St. Francis. } *Superior Court.*  
*In re Pierre Mercier, of Windsor Mills, Québec,*  
 Insolvent.

Notice is hereby given that on the 19th day of December, 1903, said Pierre Mercier has made a judicial abandonment of his property for the benefit of his creditors, at the office of the superior court for the district of Saint Francis.

J. P. ROYER,  
 For provisional guardian.

3950

George F. Payne, Plaintiff ;  
 Thomas S. Williamson, of the city of Montreal, produce merchant and trader, Defendant.

Notice is hereby given that I, undersigned, Thomas S. Williamson, did, on the fourteenth day of December, 1903, in the office of the prothonotary of the superior court of the district of Montreal, make a judicial abandonment of my property for the benefit of my creditors.

THOMAS S. WILLIAMSON.

Montreal, 14th December, 1903. 3976

In the matter of Thomas S. Williamson, of the city of Montreal, trader, An insolvent.

Notice is hereby given that I, John Hyde, chartered accountant, of the city of Montreal, was, by judgment of His Lordship justice Pagnuelo, appointed curator to the property of the said Thomas S. Williamson, the whole as by law provided.

The creditors of the said Thomas S. Williamson are notified to file their claims within a delay of thirty days.

JOHN HYDE,  
 Curator.

Montreal, 25th December. 3974

Dans l'affaire de Jean Simard, de Chicoutimi,

Failli.

Un premier et dernier bordereau de dividendes a été préparé dans cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au 12<sup>e</sup> jour de janvier 1904, après laquelle date les dividendes seront payables dans mon bureau, No 244, rue Saint-Joseph, Québec.

GEO. DARVEAU,

Curateur.  
3965

Québec, 26 décembre 1903.

### Licitation

Canada,  
Province de Québec,  
District de Trois-Rivières. }

#### LICITATION.

Avis est par les présentes donné que, par et en vertu d'un jugement de la cour supérieure, siégeant à Trois-Rivières, dans le district de Trois-Rivières, en date du 17<sup>ème</sup> jour de décembre courant, 1903, dans une cause portant le numéro 281 des dossiers de la dite cour, dans laquelle Joseph Pierre Georges Tite Buist, marchand, de la paroisse de Saint-Tite, dans le district de Trois-Rivières, est le Demandeur ; et William Trudel, de la paroisse de Saint-Séverin, en sa qualité de tuteur *ad hoc* dûment nommé à Joseph Henri Gustave Buist ; et William Buist de la paroisse de Saint-Tite, en sa qualité de tuteur *ad hoc* dûment nommé à Joseph Jean-Baptiste Olivier Buist, ordonnant la licitation de certaines propriétés immobilières décrites comme suit :

1<sup>o</sup> Une terre située en la paroisse de Saint-Tite, comprenant les lots numéros soixante et un, soixante-deux, soixante-trois, soixante-quatre, soixante-cinq, soixante-six (Nos 61, 62, 63, 64, 65, 66), au cadastre officiel pour la dite paroisse Saint-Tite, contenant trois cent quarante-neuf arpents et une perche en superficie—avec bâties dessus construites, circonstances et dépendances.

2<sup>o</sup> Une terre située en la dite paroisse de Saint-Tite, comprenant les numéros deux cent soixante et quatre et deux cent soixante et cinq (264 et 265), au susdit cadastre officiel, contenant environ cent trente-neuf arpents et demi en superficie.

3<sup>o</sup> Un lopin de terre situé en la dite paroisse de Saint-Tite, faisant partie du numéro deux cent vingt-cinq (No 225), du susdit cadastre officiel, contenant trois perches de largeur sur la profondeur qu'il peut y avoir à partir de l'emplacement de Joseph Desaulniers, fils de Antoine, et de ce qui reste du passage autrefois communiquant au lopin de terre ci-après désigné ; borné en front par Chrystôme Lefebvre et Joseph Desaulniers, et par un passage, en profondeur par le ruisseau des Prairies, d'un côté par J. B. George Buist, et de l'autre côté par André Lefebvre.

4<sup>o</sup> Un lopin de terre faisant partie du numéro deux cent vingt-cinq (No 225), au susdit cadastre officiel, contenant environ un arpent en superficie ; borné au nord par le Ruisseau-des-Prairies ; au nord-est, partie par J. B. Geo. Buist et partie par un terrain, appartenant à la succession Buist, au sud et au sud-est par Dame veuve Marcelle Marchand, Alfred St-Arnaud, André Lefebvre, et au résidu du dit lot numéro deux cent vingt-cinq (No 225)—avec une écurie dessus construite.

5<sup>o</sup> Un lopin de terre faisant partie du lot numéro deux cent vingt-cinq (No 225), au cadastre susdit, contenant soixante et dix pieds de largeur sur sept perches et demie de profondeur ; borné en front au chemin public, en profondeur à Chrystôme Lefebvre, d'un côté à J. B. Geo. Buist, et de l'autre côté à P. W. Marrier.

In the matter of Jean Simard, of Chicoutimi,

Insolvent.

A first and final dividend sheet has been prepared in this matter, open to objection until the 12th of January, 1904, after which date the dividends will be payable at my office, No. 244, Saint Joseph street, Quebec.

GEO. DARVEAU,

Curator.  
3966

Quebec, 26th December, 1903.

### Licitation

Canada,  
Province of Quebec,  
District of Three Rivers. }

#### LICITATION.

Notice is hereby given that, under and by virtue of a judgment of the superior court, sitting at Three Rivers, in the district of Three Rivers, on the 17th day of December instant, (1903), in a certain case bearing the number 281 of the records of said court, in which Joseph Pierre Georges Tite Buist, merchant, of the parish of Saint Tite, in the district of Three Rivers, is the Plaintiff ; and William Trudel, of the parish of Saint Séverin, in his quality of tutor *ad hoc* duly appointed to Joseph Henri Gustave Buist ; and William Buist, of the parish of Saint Tite, in his quality of tutor *ad hoc* duly appointed to Joseph Jean Baptiste Olivier Buist, ordering the licitation of the certain immoveable properties described as follows :

1. A land situated in the parish of Saint Tite, containing the lots numbers sixty one, sixty two, sixty three, sixty four, sixty five and sixty six (numbers 61, 62, 63, 64, 65 and 66), of the official cadastre for the said parish of Saint Tite, containing three hundred and forty nine arpents and one perche in superficies—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

2. A land situated in the said parish of Saint Tite, containing the numbers two hundred and sixty-four and two hundred and sixty five (Nos. 264 and 265), of the said official cadastre, containing about one hundred and thirty-nine arpents and a half in acres.

3. A piece of land situated in the said parish of Saint Tite, being part of lot number two hundred and twenty five (No. 225), of the said official cadastre, containing three "perches" in width, on the depth to be found from the property of Joseph Desaulniers, son of Antoine, and from the remaining of a certain lane already communicating to the land hereinafter mentioned ; bounded in front by Chrystôme Lefebvre and Joseph Desaulniers, and by a certain lane, in rear by "Le Ruisseau-des Prairies," on one side by J. B. Geo. Buist, and on the other side by André Lefebvre.

4. A piece of land being part of lot number two hundred and twenty five (No. 225), of the said official cadastre, containing about one "arpent" in area ; bounded at the north by the "Ruisseau-des Prairies," at the north east, part by J. B. Geo. Buist and part by the property of estate of Buist, at the south and south east by Mrs. widow Marcelle Marchand, Alfred St. Arnaud, André Lefebvre, and to the remainder of the said lot number two hundred and twenty five (No. 225)—with a stable thereon erected.

5. A piece of land being part of lot number two hundred and twenty-five (No. 225), of the said official cadastre, containing seventy feet in width and seven perches and a half in depth ; bounded in front by the public road, in depth by Chrystôme Lefebvre, on one side by J. B. Geo. Buist, and on the other side by P. W. Marrier.

6° Une terre étant le résidu du lot numéro deux cent treize (No 213), au cadastre officiel de Saint-Tite, déduction faite des trente-trois lots de subdivision et du terrain occupé par la station du chemin de fer, contenant environ vingt-trois arpents en superficie ; borné en front à la Rivière des Envies, en profondeur au lot numéro trente-trois, du dit lot de subdivision numéro deux cent treize, trente-trois (213-33), au sud-est à une partie du lot numéro deux cent douze, et au nord-ouest au lot numéro deux cent quatorze (No 214).

7° Dix lots de subdivision au susdit cadastre de Saint-Tite, savoir : les lots numéros onze, vingt-sept, vingt-neuf, vingt et un, vingt, quinze, seize, dix-sept, dix-huit et dix-neuf, du lot de subdivision numéro deux cent treize.

8° Un emplacement situé en la paroisse Sainte-Thècle, faisant partie du lot numéro cent trente-cinq, au cadastre de Sainte-Thècle, contenant trois perches de front sur la profondeur qu'il peut y avoir depuis le chemin public à aller au Lac aux-Chicots ; borné en front au chemin public, en profondeur au dit Lac-aux-Chicots, joignant d'un côté à Octave Piché, et de l'autre côté à William Ayotte. Cet emplacement est sujet au droit de réméré en faveur du vendeur.

Les immeubles ci-dessus désignés seront mis à l'enchère et adjugés au plus offrant et dernier enchérisseur, le DIX-HUITIÈME jour de FEVRIER 1904, à DIX heures A. M., cour tenante, dans la salle d'audience du palais de justice de Trois-Rivières ; sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges, déposé au greffe du protonotaire de la dite cour ; et que toute opposition afin d'annuler, afin de charge, ou afin de distraire à la dite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de la dite cour, au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication ; et que toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication, et à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forcloses du droit de le faire.

L. J. BLONDIN,  
Procureur du demandeur.

Trois-Rivières, 19 décembre 1903. 3955  
[Première publication, 26 décembre 1903.]

6. A land being the remainder of lot number two hundred and thirteen (No. 213), of the said official cadastre for Saint Tite, less the thirty three lots of subdivision and the land occupied by the railroad station, containing about twenty three arpents in area ; bounded in front by the "Rivières-des-Envies", in depth by lot number thirty three, of said subdivision lot number two hundred and thirteen (Nos. 213-33), to the south east by a part of lot number two hundred and twelve, and to the north west by lot number two hundred and fourteen (No. 214).

7. Ten subdivision lots of the said cadastre of Saint Tite, to wit : the lots numbers eleven, twenty seven, twenty nine, twenty one, twenty, fifteen, sixteen, seventeen, eighteen and nineteen, of the subdivision lot number two hundred and thirteen.

8. A piece of land situated in the parish of Sainte Thècle, being part of lot number one hundred and thirty five, of the cadastre of Sainte Thècle, containing three "perches" in front by the depth to be found from the public road to the "Lac-aux-Chicots" ; bounded in front by the public road, in depth by the said Lac-aux-Chicots, on one side by Octave Piché, and on the other side by William Ayotte. This piece of land is subject to the "droit de réméré" in favor of the vendor.

The properties above described will be put up for sale by auction and adjudged to the last and highest bidder, on the EIGHTEENTH day of FEBRUARY, 1904, at TEN of the clock in the forenoon, sitting the court, in the court room of the court house of Three Rivers ; subject to the charges, clauses and conditions containing in the list of charges, deposited in the office of the prothonotary of said court ; and any opposition to annul, to secure charges, or to withdraw to be made to said licitation, must be filed in the office of the prothonotary of the said court twelve days at least before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication ; and oppositions for payment must be filed within six days next after the adjudication, and failing the parties to file such oppositions within the delays hereby limited, they will be foreclosed from so doing.

LS. J. BLONDIN,  
Attorney for plaintiff.

Three Rivers, 19th December, 1903. 3956  
[First published, 26th December, 1903.]

*Index de la Gazette Officielle de Québec, No. 52.*

*Index of the Quebec Official Gazette, No. 52.*

**ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS :—**Dmes Aron vs Dorfman, 1859 ; Cartier vs Vandale, 1860 ; Catellier vs Doyer, 1860 ; Chartrand vs Parizeau, 1859 ; Duchaine vs Fréchette, 1860 ; Garnot dit Brindamour vs Dubois, 1860 ; Lafèche vs Chagnon, 1860 ; Morin vs Noël, 1860 ; Petit vs Maclure, 1858 ; Renaud vs Beaven, 1871 ; Rochon vs Mallette, 1861.

**ANNONCEURS :—Avis aux :—**Concernant avis, etc., 1847.

**AVIS :—**Canadian Pacific Railway Co, 1861 ; Cour de l'Echiquier du Canada, 1857 ; The Western Masons Mutual Life Association, 1859.

**BILLS PRIVÉS, P. Q. :—Avis au sujet des :—**Assemblée législative, 1851 ; Conseil législatif, 1850.

**DEMANDES A LA LÉGISLATURE :—**Ramsay Paint Coy, 1854 ; Les Missionnaires du Sacré-Cœur, 1856 ; Les Pères Eudistes de la province de Québec, 1855 ; Les Religieuses Missionnaires de Notre-Dame d'Afrique, 1856 ; The Toronto General Trusts Corporation, 1856 ; Thomas Arthur Cimon, 1856 ; Compagnie du chemin de fer Hébertville de Saint-Bruno d'Alma, 1854 ; Corporation de la cité de Sherbrooke, 1823 ; The Westmount Transit Power Coy, 1855 ; Cité de Sainte-Cunégonde de Montréal, 1854 ; Corporation de la ville de Buckingham, 1854 ; Bureau protestant des commissaires d'écoles pour la cité de Montréal, 1857 ; Commissaires d'écoles de Sherbrooke, 1853 ; Parks and Play Grounds Association, 1857.

**ELECTION :—Etat des dépenses ;—**District de Brome, 1857.

**EXAMENS :—**Inspecteurs d'écoles protestantes :—Section de Bedford, 1871 ; Section de Montréal, 1858 ; Section de Québec, 1859 ; Section de Saint-François, 1858.

**FAILLIS :—**Bisaillon & Bigaouette, 1872 ; Bornais, 1861 ; Bourassa, 1872 ; Duffee et al, 1862 ; Lemire & Cie, 1861 ; Levesque & Cie, 1872 ; Marchand & Cie, 1861 ; Mercier, 1872 ; Simard, 1873 ; Williamson, 1872 ; Williamson, 1872.

**MUNICIPALITÉ SCOLAIRE :—**Demande d'annexer ou d'ériger, etc :—Saint-Emile, comté de Soulanges, 1849 ; Thetford Nord à Saint-Antoine de Pontbriand, 1849.

**MUNICIPALITÉ SCOLAIRE :—**Annexée ou érigée :—Saint-Armand Ouest, 1849 ; Saint-Henri de Taillon, 1848.

**NOMINATION :—**Commissaire d'écoles :—Saint-Eugène de Grantham, 1847.

**NOTAIRES, MINUTES DE, DEMANDES DE TRANSFERT :—**Léonidas Laliberté, 1871.

**PROCLAMATION :—**Convocation des chambres, 1847.

**TERRES DE LA COURONNE, CANCELLATION :—**Cantons Albanel, 1849 ; Ashuapmouchouan, 1849 ; Delisle, 1849 ; Mésy, 1849.

**VENTES PAR LICITATION :—**Buist vs Buist et al, 1873.

**ACTIONS IN SEPARATION AS TO PROPERTY :—**Dmes Aron vs Dorfman, 1859 ; Cartier vs Vandale, 1860 ; Catellier vs Doyer, 1860 ; Chartrand vs Parizeau, 1859 ; Duchaine vs Fréchette, 1860 ; Garnot dit Brindamour vs Dubois, 1860 ; Lafèche vs Chagnon, 1860 ; Morin vs Noël, 1860 ; Petit vs Maclure, 1859 ; Renaud vs Beaven, 1871 ; Rochon vs Mallette, 1861.

**ADVERTISERS :—**Notice to :—Respecting notices &c., 1847.

**NOTICE :—**Canadian Pacific Railway Coy, 1861 ; The Exchequer Court of Canada, 1857 ; The Western Masons Mutual Life Association, 1859.

**PRIVATE BILLS, P. Q. :—**Notices respecting the :—Legislative Assembly, 1851 ; Legislative Council, 1850.

**APPLICATIONS TO THE LEGISLATURE :—**Ramsay Paint Coy, 1854 ; Les Missionnaires du Sacré-Cœur, 1856 ; Les Pères Eudistes de la province de Québec, 1855 ; Les Religieuses Missionnaires de Notre-Dame d'Afrique, 1856 ; The Toronto General Trusts Corporation, 1856 ; Thomas Arthur Cimon, 1856 ; Compagnie du chemin de fer Hébertville de Saint-Bruno d'Alma, 1854 ; Corporation of the city of Sherbrooke, 1823 ; The Westmount Transit Power Coy, 1855 ; City of Sainte-Cunégonde de Montreal, 1854 ; Corporation of the town of Buckingham, 1854 ; Protestant Board of school commissioners for the city of Montreal, 1857 ; School commissioners of Sherbrooke, 1853 ; Parks and Play Grounds Association, 1866.

**ELECTION :—**Statement of costs :—District of Brome, 1857.

**EXAMINATIONS :—**Inspectors of protestant schools :—Section of Bedford, 1871 ; Section of Montreal, 1858 ; Section of Quebec, 1859 ; Section of Saint Francis, 1858.

**INSOLVENTS :—**Bisaillon & Bigaouette, 1872 ; Bornais, 1861 ; Bourassa, 1872 ; Duffee et al, 1862 ; Lemire & Co, 1861 ; Levesque & Co, 1872 ; Marchand & Co, 1861 ; Mercier, 1872 ; Simard, 1873 ; Williamson, 1872 ; Williamson, 1872.

**SCHOOL MUNICIPALITY :—**Application to annex or to erect, &c :—Saint-Emile, county of Soulanges, 1849 ; Thetford North to Saint-Antoine de Pontbriand, 1849.

**SCHOOL MUNICIPALITY :—**Annexed or erected :—Saint-Armand West, 1849 ; Saint-Henri de Taillon, 1848.

**APPOINTMENT :—**School commissioner :—Saint-Eugène de Grantham, 1847.

**NOTARIAL MINUTES, APPLICATIONS FOR TRANSFER :—**Léonidas Laliberté, 1871.

**PROCLAMATION :—**Parliament convoked, 1847.

**CROWN LANDS, CANCELLATION :—**Townships Albanel, 1849 ; Ashuapmouchouan, 1849 ; Delisle, 1849 ; Mésy, 1849.

**SALES BY LICITATION :—**Buist vs Buist et al, 1873.

## VENTES PAR LES SHERIFS :

ARTHABASKA : — Audet vs Guay, 1862 ; Dme Duffy vs Charpentier, 1862.

CHICOUTIMI : — Dme Simons vs Guay, 1863.

MONTRÉAL : — Dme Lecavalier vs Charlebois, 1864 ; Faubert vs Dme Matte, 1863 ; The Trust and Loan Company of Canada vs Charlebois, 1864.

OTTAWA : — La Banque Nationale vs The Perkins Mills Lumber Coy, 1866 ; Varin vs McCombe, 1867.

QUÉBEC : — Rousseau vs Rivard, 1867.

RICHELIEU : — Delle Cournoyer vs Cournoyer, 1868.

SAINT-FRANÇOIS : — Dme Felton vs Héritiers de Dme Giroux, 1868 ; Lamy vs Comtois, 1868.

SAINT-HYACINTHE : — Reeves vs Philie, 1869.

TROIS-RIVIÈRES : — Côté et al vs Dme Bourget et vir, 1870 ; Ferron, failli, 1870 ; Lahaie vs Léveillé, 1879 ; Vandal vs Hamelin, 1869.

## SHERIFFS' SALES :

ARTHABASKA : — Audet vs Guay, 1862 ; Dme Duffy vs Charpentier, 1862.

CHICOUTIMI : — Dme Simons vs Guay, 1863.

MONTREAL : — Dme Lecavalier vs Charlebois, 1864 ; Faubert vs Dme Matte, 1863 ; The Trust and Loan Company of Canada vs Charlebois, 1864.

OTTAWA : — La Banque Nationale vs The Perkins Mills Lumber Coy, 1866 ; Varin vs McCombe, 1867.

QUÉBEC : — Rousseau vs Rivard, 1867.

RICHELIEU : — Delle Cournoyer vs Cournoyer, 1868.

SAINT FRANCIS : — Dme Felton vs Heirs of Dme Giroux, 1868 ; Lamy vs Comtois, 1868.

SAINT HYACINTH : — Reeves vs Philie, 1869.

THREE RIVERS : — Côté et al vs Dme Bourget et vir, 1870 ; Ferron, insolvent, 1870 ; Lahaie vs Léveillé, 1870 ; Vandal vs Hamelin, 1869.